

Canadian Laboratory Supplies Ltd.*Appellant;*

and

Engelhard Industries of Canada Ltd.*Respondent.*

1978: November 1, 2, 7 and 8; 1979: May 8.

Present: Laskin C.J. and Martland, Ritchie, Spence, Pigeon, Dickson, Beetz, Estey and Pratte JJ.

ON APPEAL FROM THE COURT OF APPEAL FOR ONTARIO

Torts — Damages — Conversion — Sale of goods — Title to goods — Estoppel — Appellant's employee ordering platinum from respondent — Employee fraudulently reselling platinum as scrap — Whether appellant estopped from denying respondent's title — Point at which appellant put on its inquiry.

Agency — Ostensible authority — Ratification — Estoppel — Appellant's employee ordering platinum from respondent — Employee fraudulently reselling platinum as scrap — Whether appellant estopped from denying respondent's title — Point at which appellant put on its inquiry.

The issues on appeal arise out of an action of conversion brought by the appellant "Canlab". Both Canlab and the respondent Engelhard were victimised by Cook, an employee of Canlab, in respect of platinum and platinum scrap transactions between the two companies. Cook procured purchases of platinum by Canlab from Engelhard for sale to a fictitious customer, "Giles". These purchases were made through regular purchase orders properly authorized by Canlab. Cook had persuaded Engelhard's employee in charge of scrap platinum to accept return of the platinum as scrap from "Giles". To carry out the scheme Cook had to manipulate Canlab's records to ensure that the transactions in the platinum intended for redelivery to Engelhard were not shown. Cook obtained possession of this platinum after its delivery to Canlab and a few days later returned it to Engelhard, usually by taxi, with a written request for payment to be made to a stated address. The fraud was of considerable magnitude and went on for some seven years. Canlab took action against Engelhard founded on Canlab's claim of title to the platinum ordered through Cook for "Giles" and in the unlawfulness of any claim of title by Engelhard to the platinum scrap which it received directly from "Giles". The trial

Canadian Laboratory Supplies Ltd.*Appelante;*

et

Engelhard Industries of Canada Ltd. Intimée.1978: 1^{er}, 2, 7 et 8 novembre; 1979: 8 mai.

Présents: Le juge en chef Laskin et les juges Martland, Ritchie, Spence, Pigeon, Dickson, Beetz, Estey et Pratte.

EN APPEL DE LA COUR D'APPEL DE L'ONTARIO

Responsabilité délictuelle — Dommages-intérêts — Appropriation illégale — Vente de marchandises — Droit de propriété sur les biens — Fin de non-recevoir — L'employé de l'appelante commandait du platine à l'intimée — L'employé revendait frauduleusement le platine comme rebut — L'appelante est-elle empêchée de nier le droit de propriété de l'intimée? — Moment où s'est éveillée la méfiance de l'appelante.

Mandat — Pouvoir apparent — Ratification — Fin de non-recevoir — L'employé de l'appelante commandait du platine à l'intimée — L'employé revendait frauduleusement le platine comme rebut — L'appelante est-elle empêchée de nier le droit de propriété de l'intimée? — Moment où s'est éveillée la méfiance de l'appelante.

Le litige résulte d'une action pour appropriation illégale intentée par l'appelante «Canlab». Canlab et Engelhard ont toutes deux été lésées par Cook, un employé de Canlab, à l'égard d'opérations concernant du platine et des rebuts de platine entre les deux compagnies. Cook faisait acheter par Canlab du platine à Engelhard pour le vendre à un client fictif, «Giles». Ces achats étaient effectués au moyen de commandes régulières dûment autorisées par Canlab. Cook avait persuadé l'employé d'Engelhard responsable des rebuts de platine d'accepter que «Giles» lui renvoie le platine sous forme de rebuts. Pour réussir son plan, Cook devait falsifier les dossiers de Canlab pour s'assurer que les opérations concernant le platine qu'il devait rendre à Engelhard n'y figurent pas. Cook prenait possession du platine livré à Canlab et, après quelques jours, le retournait à Engelhard, habituellement par taxi, avec une demande écrite de paiement à effectuer à une adresse indiquée. La fraude était de grande ampleur et s'est poursuivie pendant environ sept ans. Canlab a intenté une action contre Engelhard fondée sur la revendication par Canlab de la propriété du platine commandé par l'intermédiaire de Cook pour «Giles» et sur l'illégitimité de toute revendication par Engelhard de la propriété des rebuts de platine

judge held that Canlab had acquired title to the platinum for which it paid, that Cook had stolen the platinum and that its resale by him to Engelhard was a conversion by the latter. Judgment was entered for Canlab for \$943,420.49. The Court of Appeal however reversed and dismissed Canlab's action on the basis that Cook had apparent authority on which Engelhard relied and that estoppel arose against Canlab.

Held: The appeal should be allowed, Laskin C.J. and Spence and Dickson JJ. dissenting in part.

Per Martland, Ritchie, Pigeon, Beetz, Estey and Pratte JJ. The appeal can be disposed of as suggested by the Chief Justice save in one respect. The computation of damages in the Chief Justice's approach commenced in 1964 and continued until late 1968 when it was found that the respondent had alerted the appellant to the nature of the transaction so as to preclude recovery by the appellant beyond that date. There was however evidence of approaches made in 1966 by Engelhard to Canlab, and of correspondence thereon, to the effect that in October 1966 (first) Canlab was apprised in sufficient detail of the "Giles" transaction and of some of Cook's involvement to be put on its own inquiry and (second) Cook was held out by Snook, Canlab's purchasing agent as an authorized agent with whom Engelhard could deal regarding the request by Engelhard concerning the "Giles" matter. The recovery by Canlab should in the circumstances of the case be limited to the period prior to the date on which Canlab was put on its inquiry.

Per Laskin C.J. and Spence and Dickson JJ. (*dissenting in part*): Although the platinum ordered by Canlab through Cook was, after delivery by Engelhard to Cook, stolen by Cook in furtherance of his scheme this did not affect the vesting of title in Canlab upon delivery being effected. This did not have to depend on any authority given or ascribed to Cook by Canlab or Engelhard but only on the fact that proper purchase orders from a proper source were given to Engelhard which was entitled to fill them and to receive payment for so doing. The question then became the extent to which Engelhard should answer for the loss suffered by Canlab. Lacourcière J.A. would have cut the loss at October 1966, by reason of a telephone conversation between McCullough of Engelhard and Snook, an employee of Canlab, who directed his inquirer, McCullough, to get in touch with Cook. What militated against this however was that Snook, like Cook, had no managerial authority and there was no evidence of any back-up authority by

reçus directement de «Giles». Le juge de première instance a jugé que Canlab avait acquis un droit au platine qu'elle avait payé, que Cook avait volé le platine et que la revente du platine à Engelhard avait donné lieu à une appropriation illégale par cette dernière. Jugement a été rendu en faveur de Canlab, lui accordant \$943,420.49. La Cour d'appel a cependant infirmé le jugement et rejeté l'action de Canlab au motif que Cook avait un pouvoir apparent auquel Engelhard s'était fiée et qu'une fin de non-recevoir pouvait être opposée à Canlab.

Arrêt: Le pourvoi doit être accueilli, le juge en chef Laskin et les juges Spence et Dickson étant dissidents en partie.

Les juges Martland, Ritchie, Pigeon, Beetz, Estey et Pratte: Le pourvoi peut être tranché comme le suggère le Juge en chef à l'exception d'un point. Son calcul a accordé des dommages-intérêts à compter de 1964 jusqu'à la fin de 1968, époque à laquelle l'intimée a éveillé l'attention de l'appelante sur la nature de l'opération de façon à exclure tout droit à des dommages-intérêts après cette date. Il y avait cependant des preuves de démarches faites en 1966 par Engelhard auprès de Canlab, et de correspondance sur le sujet, suivant lesquelles en octobre 1966 (premièrement) Canlab avait pris connaissance de suffisamment de détails des opérations avec «Giles» et de la participation de Cook pour que sa méfiance soit éveillée et (deuxièmement) Snook, l'acheteur de Canlab, a présenté Cook comme un mandataire autorisé à traiter avec Engelhard au sujet de sa demande de renseignements concernant l'affaire «Giles». Dans les circonstances, le recouvrement par Canlab doit être limité à la période antérieure à la date à laquelle la méfiance de Canlab a été éveillée.

Le juge en chef Laskin et les juges Spence et Dickson (*dissidents en partie*): Le fait que le platine commandé par Canlab, par l'entremise de Cook, a été volé par Cook, en exécution d'un plan, après sa livraison à Cook par Engelhard, n'a pas empêché la transmission du droit de propriété à Canlab par la livraison de la marchandise. Cela ne dépendait pas du pouvoir donné ou imputé à Cook par Canlab ou Engelhard mais seulement du fait que des commandes régulières dûment émises ont été envoyées à Engelhard et que cette dernière était en conséquence fondée à les exécuter et à être payée. Il s'agit alors de déterminer dans quelle mesure Engelhard doit assumer les pertes subies par Canlab. Le juge Lacourcière aurait arrêté les pertes à compter du mois d'octobre 1966 en se fondant sur la conversation téléphonique entre McCullough (au nom d'Engelhard) et Snook (un employé de Canlab) qui a suggéré à son interlocuteur de s'adresser à Cook. Cependant, le fait que Snook, comme Cook, n'avait aucun pouvoir de

which he could hold Cook out as having power to compose the difficulty, raised by Engelhard, in settling accounts. There was, however, a contact in 1968 between Canlab and Engelhard when, and this the trial judge found as a fact, Fabian, Canlab's vice-president of operations, had received a call from Scott, Engelhard's president, who was curious about the use made of the platinum by Giles. Fabian was put on his inquiry as a result of that call and any losses suffered by Canlab thereafter must be borne by Canlab.

[*Farquharson Brothers & Co. v. C. King & Co.*, [1902] A.C. 325; *Union Bank of Australia Ltd. v. McClintock*, [1922] 1 A.C. 240; *Commercial Banking Co. of Sydney Ltd. v. Mann*, [1961] A.C. 1; *Freeman & Lockyer v. Backhurst Park Properties (Mangal) Ltd.*, [1964] 2 Q.B. 480, [1964] 1 All E.R. 630; *Hely-Hutchinson v. Brayhead Ltd.*, [1968] 1 Q.B. 549, referred to.]

APPEAL from a judgment of the Court of Appeal for Ontario¹ allowing an appeal from a judgment of O'Driscoll J.² at trial. Appeal allowed with costs, judgment of the Court of Appeal set aside and judgment of O'Driscoll J. as to the liability of the respondent restored but not as to the question of damages; the appellant is entitled to recover damages for the years 1964 and 1965 and up to October 11, 1966, with a reference to the Master of the Supreme Court of Ontario to fix the amount if the parties are unable to agree on it and with interest from the date of the trial judgment; Laskin C.J. and Spence and Dickson JJ. dissenting in part would have awarded damages for the years 1964 to late September or early October 1968.

J. J. Fitzpatrick, Q.C., and *H. Poss*, for the appellant.

P. B. C. Pepper, Q.C., and *John Adams*, for the respondent.

The judgment of Laskin C.J. and Spence and Dickson JJ. was delivered by

THE CHIEF JUSTICE (*dissenting in part*)—The issues in this appeal arise out of an action of

¹ (1977), 16 O.R. (2d) 202, 78 D.L.R. (3d) 232.

² (1975), 12 O.R. (2d) 113, 68 D.L.R. (3d) 65.

gestion fait obstacle à cette solution, et rien ne prouve qu'il était autorisé à désigner Cook à titre de personne habilitée à régler les problèmes comptables soulevés par Engelhard. Il y a eu cependant un échange en 1968 entre Canlab et Engelhard, que le juge de première instance a reconnu comme un fait, lorsque Fabian, le vice-président des opérations de Canlab, a reçu un appel téléphonique de Scott, le président d'Engelhard, qui était curieux de l'usage que faisait Giles du platine. Cet appel aurait dû éveiller la méfiance de Fabian et toutes pertes subies par Canlab par la suite doivent être assumées par elle.

[Jurisprudence: *Farquharson Brothers & Co. v. C. King & Co.*, [1902] A.C. 325; *Union Bank of Australia Ltd. v. McClintock*, [1922] 1 A.C. 240; *Commercial Banking Co. of Sydney Ltd. v. Mann*, [1961] A.C. 1; *Freeman & Lockyer v. Backhurst Park Properties (Mangal) Ltd.*, [1964] 2 Q.B. 480, [1964] 1 All E.R. 630; *Hely-Hutchinson v. Brayhead Ltd.*, [1968] 1 Q.B. 549.]

POURVOI à l'encontre d'un arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario¹ qui a accueilli l'appel d'un jugement du juge O'Driscoll². Pourvoi accueilli avec dépens, l'arrêt de la Cour d'appel est infirmé et le jugement du juge O'Driscoll quant à la responsabilité de l'intimée est rétabli sauf en ce qui a trait à la question des dommages-intérêts; l'appelante a droit à des dommages-intérêts pour les années 1964 et 1965 et jusqu'au 11 octobre 1966, dont le montant sera fixé par le master de la Cour suprême de l'Ontario si les parties ne peuvent en arriver à une entente et avec intérêts depuis la date du jugement de première instance; le juge en chef Laskin et les juges Spence et Dickson, étant dissidents en partie, auraient accordé les dommages-intérêts depuis l'année 1964 jusqu'à la fin de septembre ou le début d'octobre 1968.

J. J. Fitzpatrick, c.r., et *H. Poss*, pour l'appelante.

P. B. C. Pepper, c.r., et *John Adams*, pour l'intimée.

Le jugement du juge en chef Laskin et des juges Spence et Dickson a été rendu par

LE JUGE EN CHEF (*dissident en partie*)—Le litige résulte d'une action pour appropriation illé-

¹ (1977), 16 O.R. (2d) 202, 78 D.L.R. (3d) 232.

² (1975), 12 O.R. (2d) 113, 68 D.L.R. (3d) 65.

conversion brought by the plaintiff Canadian Laboratory Supplies Limited, hereinafter referred to as Canlab, against Engelhard Industries of Canada Ltd., hereinafter referred to as Engelhard. Both Canlab and Engelhard were victimised by one Cook, an employee in Canlab's sales department (and later supervisor of inside sales), in respect of transactions in platinum and platinum scrap between the two companies. They had been doing business with one another since 1941. Engelhard, a refiner of precious metals, including platinum, sold to Canlab which supplied equipment and materials to hospitals, universities and various laboratories.

Through a fraudulent scheme which became operative on May 23, 1962 and continued undetected for almost seven years, Cook procured purchases of platinum by Canlab from Engelhard for sale to a fictitious customer, one J. Giles who was Cook in another guise. The purchases so procured by Cook were made through regular purchase orders, properly authorized by Canlab. By a telephone arrangement with Engelhard, Cook persuaded that company to accept directly from Giles a return of the platinum as scrap and to pay Giles for it at the going price. Noges, the Engelhard employee in charge of scrap platinum, who agreed to the arrangement proposed by Cook, was told by the latter that Giles was a scientist working on a secret process and that it was not advantageous or convenient for Canlab to handle the return of scrap platinum from Giles. Platinum was in short supply during the period of the fraud and Engelhard made it a term of its sales orders that any platinum it sold would be returned to it as scrap unless, of course, it had been manufactured into articles, as for example, jewellery.

To carry out this scheme, Cook had to manipulate Canlab's records so as to ensure that the transactions in respect of the platinum intended for redelivery by him to Engelhard in the guise of Giles were not shown on those records. Cook obtained possession of this platinum after its delivery to Canlab and a few days later returned it to Engelhard, usually by taxi, with a written request for payment to be made to a stated address.

gale intentée par la demanderesse Canadian Laboratory Supplies Limited (ci-après appelée Canlab) contre Engelhard Industries of Canada Ltd. (ci-après appelée Engelhard). Canlab et Engelhard ont toutes deux été lésées par un nommé Cook, employé dans la division des ventes de Canlab (en dernier lieu, surveillant des ventes intérieures), à l'égard d'opérations concernant du platine et des rebuts de platine entre les deux compagnies. Celles-ci faisaient affaire ensemble depuis 1941. Engelhard, qui fait l'affinage de métaux précieux dont le platine, vendait à Canlab qui, à son tour, approvisionnait divers hôpitaux, universités et laboratoires en équipement et matériaux.

Au moyen d'un plan frauduleux exécuté à partir du 23 mai 1962 et demeuré insoupçonné pendant presque sept ans, Cook faisait acheter par Canlab du platine à Engelhard pour le vendre à un client fictif, un nommé J. Giles, qui était en réalité Cook sous un pseudonyme. Ces achats étaient effectués au moyen de commandes régulières dûment autorisées par Canlab. Par une conversation téléphonique avec Engelhard, Cook a persuadé cette compagnie d'accepter que Giles lui renvoie directement le platine sous forme de rebuts pour lesquels elle lui paierait le prix courant. Cook a expliqué à Noges, l'employé d'Engelhard responsable des rebuts de platine qui avait accepté cette façon de procéder, que Giles était un savant affecté à un projet secret et qu'il n'était ni avantageux ni commode pour Canlab de s'occuper des rebuts de platine que lui retournerait Giles. Il y avait pénurie de platine à l'époque de la fraude et Engelhard exigeait, comme condition de vente, que le platine qu'elle vendait lui revienne sous forme de rebuts à moins, bien entendu, qu'il ait servi à la fabrication d'objets tels que des bijoux.

Pour réussir son plan, Cook devait falsifier les dossiers de Canlab pour s'assurer que les opérations concernant le platine qu'il devait rendre à Engelhard sous le pseudonyme de Giles n'y figurent pas. Cook prenait possession du platine livré à Canlab et, après quelques jours, le retournait à Engelhard, habituellement par taxi, avec une demande écrite de paiement à effectuer à une adresse indiquée.

The magnitude of the fraud perpetrated by Cook upon his employer and upon Engelhard, which was not discovered until the early days of January, 1969, is shown by the following table of fraudulent and legitimate purchases of platinum by Canlab for the years 1962 to 1968 inclusive and of the scrap returns from Giles for which Engelhard paid:

| Year | Fraudulent Purchases Paid By Canlab | | Legitimate Purchases Paid By Canlab | | Scrap Returns from "Giles" Paid by Engelhard |
|------|-------------------------------------|--------|-------------------------------------|--------|----------------------------------------------|
| | \$ | Number | \$ | Number | \$ |
| 1962 | 9,000 | 15 | 14,000 | | 6,000 |
| 1963 | 18,000 | 12 | 15,000 | | 14,000 |
| 1964 | 21,000 | 9 | 19,000 | | 18,000 |
| 1965 | 45,000 | 15 | 40,000 | | 39,000 |
| 1966 | 88,000 | 25 | 30,000 | 126 | 77,000 |
| 1967 | 211,000 | 33 | 35,000 | 99 | 185,000 |
| 1968 | 578,000 | 70 | 33,000 | 126 | 502,000 |

The action against Engelhard was begun on October 8, 1969. It was founded, of course, on Canlab's claim of title to the platinum ordered through Cook for Giles and in the unlawfulness of any claim of title by Engelhard to the platinum scrap which it received directly from Giles and for which it paid by cheques issued to Giles. It is common ground that the claim in respect of purchases made (through Cook for Giles) in 1962 and 1963 (the last one in that year being on July 8) is statute-barred. O'Driscoll J., before whom the action came on for trial, held that Canlab had acquired title to the platinum for which it paid under authorized purchase orders and that Cook stole the platinum, and its resale by him to Engelhard who retained it resulted in a conversion by the latter. He rejected contentions by the defendant that the plaintiff was estopped by its conduct or by negligence from asserting title to the platinum and, applying a statement by Lord Lindley in *Farquharson Brothers & Co. v. C. King & Co.*³, at pp. 342-3, he gave judgment for Canlab for \$943,420.49 as being the total sum paid out by Canlab for the years 1964 and 1968 inclusive, that being

³ [1902] A.C. 325.

Le tableau suivant fait état des achats de platine frauduleux et légitimes de 1962 à 1968 inclusive et des renvois de rebuts de platine faits par Giles et payés par Engelhard; il illustre l'ampleur de la fraude commise par Cook au préjudice de son employeur et d'Engelhard, fraude qui n'a été découverte qu'au début de janvier 1969:

[TRADUCTION]

| Année | Achats frauduleux payés par Canlab | | Achats légitimes payés par Canlab | | Rebuts retournés par "Giles" et payés par Engelhard |
|-------|------------------------------------|--------|-----------------------------------|--------|-----------------------------------------------------|
| | \$ | Nombre | \$ | Nombre | \$ |
| 1962 | 9,000 | 15 | 14,000 | | 6,000 |
| 1963 | 18,000 | 12 | 15,000 | | 14,000 |
| 1964 | 21,000 | 9 | 19,000 | | 18,000 |
| 1965 | 45,000 | 15 | 40,000 | | 39,000 |
| 1966 | 88,000 | 25 | 30,000 | 126 | 77,000 |
| 1967 | 211,000 | 33 | 35,000 | 99 | 185,000 |
| 1968 | 578,000 | 70 | 33,000 | 126 | 502,000 |

L'action contre Engelhard a été intentée le 8 octobre 1969. Elle est fondée sur la revendication par Canlab de la propriété du platine commandé par l'intermédiaire de Cook et sur l'illégitimité de toute revendication par Engelhard de la propriété des rebuts de platine reçus directement de Giles et payés par chèques faits à l'ordre de Giles. Il est admis de part et d'autre que la réclamation concernant les achats faits (par Cook au nom de Giles) en 1962 et en 1963 (le dernier achat de cette année-là date du 8 juillet) est prescrite. Le juge O'Driscoll, saisi de l'action en première instance, a jugé que Canlab avait acquis un droit au platine qu'elle avait payé conformément à des commandes dûment autorisées, que Cook avait volé le platine et que la revente du platine à Engelhard avait donné lieu à une appropriation illégale par cette dernière. Il a rejeté les arguments de la défenderesse selon lesquels la conduite ou la négligence de la demanderesse l'empêchait de revendiquer le platine et, se fondant sur un énoncé de lord Lindley dans *Farquharson Brothers & Co. v. C. King & Co.*³, aux pp. 342 et 343, il a rendu jugement en faveur de Canlab, lui accordant

³ [1902] A.C. 325.

the value of the platinum at the various dates of conversion. He also awarded interest at the rate of 5 per cent from January 6, 1969 (when the defendant knew of the conversion by it of Canlab's goods) to the date of judgment, being November 26, 1975, in the amount of \$324,894.62. The case went to trial on April 8, 1974 and took nine days to hear.

Engelhard appealed, and a five-member Court of Appeal, Lacourcière J.A. dissenting in part, set aside the judgment of O'Driscoll J. and dismissed Canlab's action. In his majority reasons, Blair J.A. concluded that Cook had apparent authority upon which Engelhard relied. He put the matter in the following words:

... There were, in fact, three representations of authority from which three transactions developed: first, the representation that Cook had Canlab's authority to purchase platinum from Engelhard; second, the representation that Cook had Canlab's authority to sell platinum to Giles; and third, the representation that Cook had Canlab's authority to arrange the direct resale of platinum by Giles to Engelhard.

He rejected the application of the principle of the *Farquharson* case relied on by O'Driscoll J. and declared that an estoppel arose as follows:

In summary, it seems to me that Canlab had permitted Cook to assume a position where he had apparent authority to conduct and arrange the three combined transactions with Engelhard. He represented to Engelhard that he had authority to purchase platinum, to sell it and to arrange for its repurchase by Engelhard directly from Canlab's customer. Engelhard relied on these representations and, in my view, Canlab is estopped from denying them with the result that Canlab is bound by them and cannot dispute the validity of any part of Cook's transactions with Engelhard.

Finally, the learned Justice of Appeal held that in so far as Canlab sought to rely on ratification by Canlab of the purchases for Giles made through Cook (ratification being evidenced by the bringing of the action), such ratification could not be partial but must extend to what was one entire or interrelated transaction or series of transactions. For this conclusion Blair J.A. relied on two judg-

\$943,420.49, soit le montant total payé par Canlab de 1964 à 1968 inclusivement, compte tenu de la valeur du platine aux différentes époques de l'appropriation illégale. Il a en outre accordé un intérêt annuel de 5 pour cent à compter du 6 janvier 1969 (date à laquelle la défenderesse a découvert qu'elle s'appropriait illégalement les biens de Canlab) jusqu'à la date du jugement, soit le 26 novembre 1975, pour un total de \$324,894.62. Le procès a débuté le 8 avril 1974 et a duré 9 jours.

Engelhard a interjeté appel et la Cour d'appel, formée de cinq juges, a infirmé le jugement du juge O'Driscoll et rejeté l'action de Canlab, le juge Lacourcière étant dissident en partie. Exposant les motifs de la majorité, le juge Blair a conclu que Cook avait un pouvoir apparent auquel Engelhard s'est fiée. Il s'est exprimé ainsi:

[TRADUCTION] ... En réalité, chacune des trois opérations a découlé de ce qu'on a donné lieu de croire: premièrement, que Cook avait l'autorisation de Canlab d'acheter le platine à Engelhard; deuxièmement, que Cook avait l'autorisation de vendre le platine à Giles; et troisièmement, que Cook avait l'autorisation de Canlab de faire en sorte que Giles revende directement le platine à Engelhard.

Il a refusé l'application du principe exposé dans l'arrêt *Farquharson* et retenu par le juge O'Driscoll et il a conclu à l'existence d'une fin de non-recevoir en ces termes:

[TRADUCTION] Bref, il me semble que Canlab a permis à Cook d'occuper un poste lui donnant le pouvoir apparent d'effectuer les trois opérations avec Engelhard. Il s'est présenté à Engelhard comme autorisé à acheter le platine, à le vendre et à voir à ce qu'Engelhard le rachète directement au client de Canlab. Engelhard s'est fiée à cela et, à mon avis, Canlab n'est pas admise à le nier, avec le résultat qu'elle est liée et qu'elle ne peut contester la validité d'aucune partie des opérations entre Cook et Engelhard.

Finalement, le savant juge de la Cour d'appel a jugé que dans la mesure où Canlab prétendait qu'elle avait ratifié les achats faits par Cook pour Giles (ratification confirmée par l'institution de l'action), cette ratification ne pouvait être partielle mais devait s'étendre à l'opération dans son ensemble ou à la série d'opérations. A cette fin, le juge Blair a cité deux arrêts du Conseil privé, *Union*

ments of the Privy Council, *Union Bank of Australia Ltd. v. McClintock*⁴ and *Commercial Banking Co. of Sydney Ltd. v. Mann*⁵.

Lacourcière J.A. was of the opinion that Canlab was entitled to recover in conversion for the value of platinum for the years 1964, 1965 and to October, 1966. Up to this latter date there was, in his view, no holding out or representation made by Canlab that Cook had authority to arrange the transactions of purchase for Giles and for the return of the platinum scrap directly to Engelhard. Any representation by Cook himself (he not being in a senior managerial position) could not become, *per se*, a representation of his principal.

Lacourcière J.A. fixed the cut-off as of October, 1966 for the following reason. Engelhard had become concerned about the gap in time between its receipt of payments from Canlab (it was selling on a "net 30 days" basis and Canlab was taking sixty days to pay) and its immediate payments to Giles for returned platinum scrap. The vice-president and treasurer of Engelhard spoke of this to McCullough, the head of the inside sales at Engelhard and he telephoned one Snook at Canlab, a person he knew. Snook told McCullough to talk to Cook about the problem, and when McCullough telephoned Cook the latter suggested that McCullough write to Ferguson, the controller at Canlab. This McCullough did on October 11, 1966 and on October 26, 1966 he received a reply signed by Cook who wrote that the letter to Ferguson had been handed to him for reply. The trial judge found that Cook had intercepted McCullough's letter to which he replied without anyone else at Canlab knowing of it. Lacourcière J.A. held that there was a holding out of Cook from October 11, 1966 as being authorized by Canlab to deal with the resale of platinum scrap by Giles directly to Engelhard and, consequently, Canlab was estopped from denying Cook's authority in respect of subsequent transactions. In so holding, he differed from O'Driscoll J. who said flatly that no

*Bank of Australia Ltd. v. McClintock*⁴ et *Commercial Banking Co. of Sydney Ltd. v. Mann*⁵.

Pour sa part, le juge Lacourcière a estimé que l'action pour appropriation illégale intentée par Canlab était fondée et que Canlab avait le droit de recouvrer la valeur du platine pour les années 1964, 1965 et jusqu'en octobre 1966. À son avis, jusqu'à cette date, Canlab n'avait aucunement donné lieu de croire que Cook était autorisé à placer les commandes pour Giles et à voir à ce que ce dernier retourne directement les rebuts de platine à Engelhard. Les démarches entreprises par Cook lui-même ne pouvaient (il n'était pas un cadre supérieur) en elles-mêmes lier le commettant.

Le juge Lacourcière a établi la date limite au mois d'octobre 1966 pour la raison suivante. Engelhard était préoccupée par l'intervalle entre la rentrée des paiements de Canlab (elle vendait sur la base «payable net dans les 30 jours» et Canlab mettait 60 jours avant de payer) et ses propres paiements effectués sans délai à Giles pour les rebuts de platine retournés. Le vice-président trésorier d'Engelhard en a parlé à McCullough, directeur des ventes intérieures chez Engelhard, et ce dernier a téléphoné à un nommé Snook, un employé de Canlab qu'il connaissait. Snook lui a suggéré de s'adresser à Cook et, joint au téléphone, ce dernier a suggéré à McCullough d'écrire à Ferguson, contrôleur chez Canlab. C'est ce qu'a fait McCullough le 11 octobre 1966 et, le 26 octobre de la même année, Cook a répondu qu'on lui avait transmis la lettre adressée à Ferguson. Le juge de première instance a conclu que Cook avait intercepté la lettre de McCullough et y avait répondu sans que personne en ait connaissance chez Canlab. Le juge Lacourcière a conclu que Canlab avait, à compter du 11 octobre 1966, donné lieu de croire que Cook était autorisé à laisser Giles revendre directement les rebuts de platine à Engelhard et, en conséquence, que Canlab ne pouvait être admise à nier le pouvoir de Cook à l'égard des opérations subséquentes. Il a

⁴ [1922] 1 A.C. 240.

⁵ [1961] A.C. 1.

⁴ [1922] 1 A.C. 240.

⁵ [1961] A.C. 1.

defence was open to Engelhard by reason of what occurred in October 1966.

As to the earlier dealings, Lacourcière J.A. was of the view that no issue of ratification arose in respect of Canlab's claim of title to the platinum purchased through Cook for Giles. The purchases were handled in the regular way by the purchasing department of Canlab and, indeed, there were some legitimate purchases procured by Cook as well as the fraudulent ones. Canlab obtained title accordingly, and those transactions were separate from the resale transactions of scrap platinum. It was Justice Lacourcière's further view that if ratification was necessary to establish title it did not necessarily extend to Cook's subsequent fraudulent dealings with Engelhard as Giles. He would confine the two Privy Council judgments relied on by Blair J.A. to transactions involving negotiable instruments, which was their subject matter. In the result, he would have awarded Canlab recovery for the value of platinum for 1964, 1965 and until October 1966 but would not have awarded interest because, in the special circumstances, he could not find any wrongful withholding of payment.

The finding of O'Driscoll J. that Canlab's control system was adequate and that there was no negligence in its operation was concurred in by all members of the Court of Appeal. This, in my view, precludes any contention that Canlab should have known of or discovered the fraud of Cook within a reasonable time after it was put into effect. It remains to consider then whether agency principles as to apparent authority and their effect on the facts of this case foreclose Canlab in whole or in part from recovering its loss from Engelhard. Allied to this is, of course, the question whether Canlab, if it obtained title to the platinum which is the subject of these proceedings, can dissociate its title from Cook's subsequent thefts and resales to Engelhard while masquerading as Giles.

The first question I wish to consider is whether title to the platinum ordered through Cook's instigation passed to Canlab. Blair J.A. noted that

donc différé d'opinion avec le juge O'Driscoll selon qui les événements d'octobre 1966 ne fournissaient aucun moyen de défense à Engelhard.

En ce qui concerne les opérations antérieures, le juge Lacourcière a jugé qu'il ne pouvait être question de ratification au sujet de la revendication par Canlab de la propriété du platine acheté par Cook pour Giles. Les achats ont dûment été effectués par le service des achats de Canlab et, en réalité, outre les achats frauduleux, Cook a également fait des achats légitimes. Canlab est donc devenue propriétaire du platine et ces opérations sont indépendantes de la revente des rebuts de platine. Le juge Lacourcière a en outre estimé que si la ratification était nécessaire à l'existence du droit de propriété, cette ratification ne s'étendait pas nécessairement aux opérations frauduleuses subséquentes entre Cook (sous le pseudonyme de Giles) et Engelhard. Il aurait limité l'application des deux arrêts du Conseil privé retenus par le juge Blair aux opérations impliquant des effets de commerce, ce qui faisait l'objet de ces arrêts. En conséquence, il aurait permis à Canlab de recouvrer la valeur du platine pour les années 1964 et 1965, jusqu'en octobre 1966, mais n'aurait accordé aucun intérêt, estimant, dans ces circonstances particulières, qu'il n'y avait eu aucune retenue illégale de paiement.

Tous les membres de la Cour d'appel ont souscrit à la conclusion du juge O'Driscoll selon laquelle les contrôles de Canlab étaient suffisants et il ne pouvait être question de négligence dans leur application. A mon avis, cette conclusion fait obstacle à tout argument selon lequel Canlab aurait dû découvrir la fraude de Cook ou s'en rendre compte dans un délai raisonnable. Il reste à déterminer si la théorie du mandat par pouvoir apparent et ses conséquences en l'espèce empêchent Canlab, totalement ou partiellement, de recouvrer ses pertes d'Engelhard. S'ajoute à cela la question de savoir si Canlab, devenue propriétaire du platine qui fait l'objet des présentes procédures, peut dissocier son titre de propriété des vols et des reventes à Engelhard, effectués subséquentement par Cook sous le pseudonyme de Giles.

Il faut d'abord se demander si le droit de propriété sur le platine commandé à l'instigation de Cook a été transmis à Canlab. Le juge Blair a fait

O'Driscoll J. held that Canlab had acquired title but did not say precisely how this was done. Blair J.A. added this:

... The manner by which property in the platinum may have passed to Canlab raises problems, to which I will refer later, but this is not the main issue in the appeal. The vital question is simply whether Canlab is bound by the acts of its employee, Cook.

I take the last sentence of this quotation to refer to the Giles-Engelhard transactions. This is evident from later portions of Blair J.A.'s reasons. Nonetheless, if title is not the main issue, it certainly lies at the forefront of Canlab's cause of action.

In coming to a discussion of whether Canlab acquired title, Blair J.A. stated that:

... Mr. Fitzpatrick [counsel for Canlab] conceded before us that property did not pass under *The Sale of Goods Act*, R.S.O. 1960, c. 358, s. 19, R. 5, simply by delivery of the platinum to Canlab because it could not be said that the platinum had been appropriated to the contract by Engelhard with the consent of Canlab.

In this Court, the same counsel for Canlab asserted that Blair J.A. did not state his position correctly on the effect of *The Sale of Goods Act*. His position was that title passed when in the ordinary course of their duties authorized employees of Canlab issued proper purchase orders which were filled by Engelhard by delivery of the platinum covered thereby even though in most cases Cook took the delivery. Whether Cook had actual or apparent authority to accept delivery does not appear to have been explored in the Courts below. Clearly, Canlab expected the ordered platinum to come into its inventory and then to be resold. Canlab did not know of Giles until the fraudulent scheme of Cook was discovered. When Engelhard made the deliveries it had completed its end of the bargains and became entitled to payment and was in fact paid. On this view, no question of ratification arises, and title did pass to Canlab on delivery, albeit the delivery was to Cook.

remarquer que le juge O'Driscoll avait conclu que Canlab était devenue propriétaire sans préciser de quelle façon. Puis, il a ajouté:

[TRADUCTION] ... La façon dont le droit de propriété sur le platine a été transmis à Canlab soulève des difficultés sur lesquelles je reviendrai plus loin car ce n'est pas la principale question litigieuse en l'espèce. L'important est de déterminer si Canlab est liée par les actes de son employé, Cook.

Je présume que cette dernière phrase se réfère aux opérations entre Giles et Engelhard, ce qui est d'ailleurs évident à la lecture de la dernière partie des motifs du juge Blair. Néanmoins, même si la question du droit de propriété n'est pas primordiale, elle occupe le premier rang dans la cause d'action de Canlab.

En étudiant si Canlab était devenue propriétaire, le juge Blair a dit:

[TRADUCTION] ... M^e Fitzpatrick [l'avocat de Canlab] a admis devant nous que le droit de propriété n'avait pas été transmis en vertu de *The Sale of Goods Act*, R.S.O. 1960, chap. 358, art. 19, R. 5, par la simple livraison du platine chez Canlab, parce qu'on ne peut dire qu'Engelhard a transféré le droit de propriété sur le platine avec le consentement de Canlab.

Devant nous, cet avocat de Canlab a soutenu que le juge Blair n'avait pas correctement résumé sa théorie quant à l'effet de *The Sale of Goods Act*. Suivant sa théorie, le titre de propriété a été transmis lorsque, dans le cours ordinaire de leurs fonctions, les employés autorisés de Canlab ont dûment passé des commandes à Engelhard et cette dernière les a exécutées en livrant le platine commandé même si, dans la plupart des cas, c'est Cook qui en a pris livraison. La question de savoir si Cook avait un pouvoir exprès ou apparent de prendre livraison de la marchandise ne semble pas avoir été étudiée par les tribunaux d'instance inférieure. Il est clair que Canlab s'attendait que le platine commandé soit inclus dans son stock et ensuite revendu. Elle ignorait tout de Giles jusqu'à la découverte de la fraude. En livrant la marchandise, Engelhard complétait sa part du marché et avait le droit d'être payée, ce qui était effectivement fait. De ce point de vue, il ne peut être question de ratification et le titre de propriété a été transmis à Canlab même si la marchandise était livrée à Cook.

Considerable argument was mounted by counsel on each side of what Canlab put forward as its alternative submissions on title. These submissions were that (1) Canlab obtained title by reason of the apparent authority of Cook to buy the platinum, without any need for ratification and (2) Canlab could obtain title by ratifying the purchases and this did not bind it in respect of the thefts by Cook and resales by Cook in the guise of Giles to Engelhard. The respondent contended that ratification was necessary because apparent authority alone to procure the platinum would not vest title. Further, ratification would have to cover the entire gamut of Cook's transactions including the resales to Engelhard.

It does not appear that Engelhard knew Cook other than as an employee of Canlab who phoned in purchase orders for platinum, orders which were confirmed by Canlab, and who picked up platinum pursuant to such orders. So far as the record shows, the first purchases in Cook's scheme were made pursuant to purchase orders sent out by Canlab in the regular way, but soon thereafter the orders were first put in by telephone by Cook and were later confirmed by written purchase orders which were acknowledged by Engelhard. The orders usually contained a notation as to delivery as follows: "Pick up noon". This was not unusual since platinum purchasers preferred to pick up the precious metal themselves rather than risk any damage to it from delivery by others.

In my view, although the platinum ordered by Canlab through Cook was, after delivery by Engelhard to Cook, stolen by the latter in furtherance of his fraudulent scheme, this did not affect the vesting of title in Canlab upon delivery being effected. It could hardly be argued by either Canlab or Engelhard that the one was not obligated to pay for the platinum or that the latter was entitled to reclaim it or to sue in conversion if Canlab had refused to pay, having discovered Cook's misappropriation before payment was made. The reason is simple enough and has been

Les avocats des deux parties se sont longuement attardés aux arguments subsidiaires avancés par Canlab au sujet du titre de propriété. Ces arguments sont les suivants: (1) Canlab a obtenu le titre de propriété en raison du pouvoir apparent de Cook d'acheter le platine, sans que la ratification soit nécessaire et (2) Canlab pouvait obtenir le titre de propriété en ratifiant les achats sans pour autant être liée par les vols et les reventes à Engelhard, effectués par Cook sous le pseudonyme de Giles. L'intimée soutient que la ratification est nécessaire parce que le seul pouvoir apparent d'acheter le platine ne suffit pas pour transmettre le titre de propriété. En outre, elle prétend que la ratification devrait couvrir tout l'éventail des opérations de Cook, y compris les reventes à Engelhard.

Il ne semble pas qu'Engelhard connaissait Cook autrement qu'en tant que l'employé de Canlab qui passait des commandes de platine par téléphone, commandes confirmées par Canlab, et qui prenait livraison du platine conformément à ces commandes. D'après le dossier, les premiers achats frauduleux ont été faits par des commandes régulièrement transmises par Canlab mais, après peu de temps, Cook faisait d'abord ses commandes par téléphone, elles étaient ensuite confirmées par écrit et Engelhard en accusait réception. Les commandes portaient généralement la mention suivante au sujet de la livraison: [TRADUCTION] «Passerons prendre à midi», ce qui n'est pas inhabituel parce que les acheteurs de platine préfèrent aller chercher le précieux métal eux-mêmes au lieu de le faire livrer avec les risques que cela comporte.

A mon avis, le fait que le platine commandé par Canlab, par l'entremise de Cook, a été volé par Cook, en exécution d'un plan frauduleux, après sa livraison à Cook par Engelhard n'a pas empêché la transmission du droit de propriété à Canlab par la livraison de la marchandise. Canlab et Engelhard peuvent difficilement prétendre que la première n'était pas tenue de payer le platine ou que celle-ci aurait pu le revendiquer ou intenter une action pour appropriation illégale si Canlab avait refusé de payer après avoir découvert la fraude. La raison en est évidente et elle a déjà été précisée. Elle n'a

already indicated. It has nothing to do with any power exercised by Cook through authority actually or ostensibly conferred upon him, but rather with the fact that proper purchase orders, emanating from a proper source, however deceived that branch of Canlab's operations may have been by an employee of Canlab, were given to Engelhard which was entitled to fill them and to receive payment upon doing so. The main question in this case for me is whether Canlab must suffer all or part of the loss occasioned by Cook's thefts and resale of the platinum scrap to Engelhard. In short, is this a case where the risk of loss of the value of the platinum bought by Engelhard from the thief should be shifted from Engelhard to Canlab from whom the platinum was stolen by one of its employees?

Blair J.A., in proceeding from the base of an ostensible authority exercised by Cook to purchase platinum from Engelhard, founded it on what he said was "[Canlab's] conduct in permitting [Cook] to act as he did in the conduct of [its] business with Engelhard". This was his assessment based upon the application of principles taken from *Freeman & Lockyer v. Backhurst Park Properties (Mangal) Ltd.*⁶, quoting Diplock L.J., as he then was, at p. 502 and from *Hely-Hutchinson v. Brayhead Ltd.*⁷, per Lord Pearson, at p. 593. There is, of course, no doubt in my mind that if an agent, in the exercise of an admitted authority in him in respect of his ordinary duties acts for his own benefit, his principal cannot deny liability for contracts he purports to make on behalf of the principal. It is only in such circumstances or where there is a representation from the principal that puts the agent in a position to act beyond the authority reposed in him that the principal can be bound. There is no "permitting" in the sense of binding the principal where the agent is not in the course of his ordinary duties or where there is no representation at all from the principal or from someone in a directory capacity to act for a corporate principal.

⁶ [1964] 2 Q.B. 480.

⁷ [1968] 1 Q.B. 549.

rien à voir avec le pouvoir exprès ou apparent de Cook; c'est plutôt parce que des commandes régulières dûment émises, peu importe si le service des commandes de Canlab a pu être trompé par un de ses employés, ont été envoyées à Engelhard et que cette dernière était en conséquence fondée à les exécuter et à être payée. A mon avis, il s'agit principalement de déterminer si Canlab doit subir la totalité ou une partie des pertes résultant des vols commis par Cook et des reventes de rebuts de platine à Engelhard. Bref, s'agit-il d'un cas où le risque de perte de la valeur du platine acheté au voleur par Engelhard doit être assumé non pas par Engelhard mais par Canlab à qui l'un de ses employés a volé le platine?

Le juge Blair a conclu à l'existence d'un pouvoir apparent exercé par Cook pour acheter le platine à Engelhard; il a fondé sa conclusion sur ce qu'il a appelé [TRADUCTION] «la conduite [de Canlab] qui a permis [à Cook] d'agir comme il l'a fait en traitant avec Engelhard». C'est ainsi qu'il a apprécié l'affaire, en se basant sur l'application des principes tirés de l'arrêt *Freeman & Lockyer v. Backhurst Park Properties (Mangal) Ltd.*⁶, citant le lord juge Diplock (tel était alors son titre) à la p. 502 et de l'arrêt *Hely-Hutchinson v. Brayhead Ltd.*⁷, lord Pearson à la p. 593. Il est à mon avis incontestable que si, dans l'exercice de pouvoirs conférés dans le cadre de ses fonctions ordinaires, un mandataire agit dans son propre intérêt, son commettant ne peut se dégager de toute responsabilité à l'égard des contrats que le mandataire a prétendu faire en son nom. C'est uniquement dans de telles circonstances que le commettant est lié ou encore lorsqu'il a donné lieu de croire que le mandataire avait le pouvoir de faire ce qui excède son mandat. On ne peut parler de «permission», et considérer que le commettant est lié, lorsque le mandataire excède ses fonctions ordinaires et que ni le commettant ni un dirigeant habilité à agir au nom de la compagnie mandante n'ont pas donné lieu de croire à une autorisation.

⁶ [1964] 2 Q.B. 480.

⁷ [1968] 1 Q.B. 549.

The *Freeman & Lockyer* case involved a claim for architects' fees against the defendant company whose *de facto* managing director, one K, had engaged the architects to do work for the company. There was no question of fraud involved, but only whether K, who had not been formally appointed managing director but had acted as such to the knowledge of the board of directors, could bind the company on whose behalf he purported to contract. On these facts, I do not see how there could be any doubt of the defendant company's liability, whether the matter turn on ostensible authority (which is what the English Court of Appeal decided) or on actual authority in a managing director.

In quoting portions of the reasons of Diplock L.J., Blair J.A. did not reach those in which Diplock L.J. applied his exposition to a corporate principal. The relevant passage for the present case is at pp. 504-505 and is as follows:

The second characteristic of a corporation, namely, that unlike a natural person it can only make a representation through an agent, has the consequence that in order to create an estoppel between the corporation and the contractor, the representation as to the authority of the agent which creates his "apparent" authority must be made by some person or persons who have "actual" authority from the corporation to make the representation. Such "actual" authority may be conferred by the constitution of the corporation itself, as, for example, in the case of a company, upon the board of directors, or it may be conferred by those who under its constitution have the powers of management upon some other person to whom the constitution permits them to delegate authority to make representations of this kind. It follows that where the agent upon whose "apparent" authority the contractor relies has no "actual" authority from the corporation to enter into a particular kind of contract with the contractor on behalf of the corporation, the contractor cannot rely upon the agent's own representation as to his actual authority. He can rely only upon a representation by a person or persons who have actual authority to manage or conduct that part of the business of the corporation to which the contract relates.

Hely-Hutchinson v. Brayhead Ltd. was also a case where R, the *de facto* managing director of a

L'affaire *Freeman & Lockyer* portait sur une action en paiement d'honoraires d'architectes intentée contre la compagnie défenderesse dont l'administrateur délégué *de facto*, un nommé K, avait retenu les services de ces architectes au nom de la compagnie. Il n'était pas question de fraude mais il s'agissait de déterminer si K, qui n'avait pas été officiellement nommé administrateur délégué mais occupait ce poste à la connaissance du conseil d'administration, pouvait lier la compagnie au nom de laquelle il avait prétendu passer le contrat. A la lumière de ces faits, je ne vois pas comment on pouvait douter de la responsabilité de la compagnie défenderesse, peu importe que l'administrateur délégué ait agi en vertu d'un pouvoir apparent (la conclusion à laquelle en est venue la Cour d'appel anglaise) ou d'un pouvoir exprès.

On ne retrouve pas dans les motifs du lord juge Diplock cités par le juge Blair de la Cour d'appel les passages où le lord juge Diplock a appliqué ses commentaires à une compagnie mandante. L'extrait pertinent en l'espèce se trouve aux pp. 504 et 505 et se lit ainsi:

[TRADUCTION] La seconde caractéristique d'une compagnie, c.-à-d. que contrairement à une personne physique, elle ne peut agir que par l'intermédiaire d'un mandataire, a comme conséquence que pour créer une fin de non-recevoir entre la compagnie et le cocontractant, le pouvoir «apparent» doit provenir d'une ou de plusieurs personnes qui possèdent un pouvoir «exprès» de la compagnie. Ce pouvoir «exprès» peut être conféré au conseil d'administration par l'acte constitutif lui-même, ou conféré par ceux qui, en vertu de cet acte constitutif, ont des pouvoirs de gestion qu'ils peuvent déléguer à certaines personnes. Il s'ensuit donc que lorsque le mandataire auquel se fie le cocontractant n'a qu'un pouvoir «apparent» et n'a pas reçu de la compagnie le pouvoir «exprès» de conclure au nom de la compagnie un contrat avec le cocontractant, ce dernier ne peut se fier aux déclarations du mandataire sur le caractère explicite de son pouvoir. Il ne peut se fier qu'à celles de personnes qui possèdent le pouvoir exprès de gérer ou d'administrer le secteur des affaires de la compagnie auquel a trait le contrat.

Hely-Hutchinson v. Brayhead Ltd. est également une affaire dans laquelle R, son administra-

company, being also its chairman, purported to commit the company to a liability. The events upon which the liability depended occurred and the company was called upon to make good. The board of directors had acquiesced in the exercise by R of authority to enter into contracts which he later reported to them. Again, there was no fraud involved, but simply an issue of authority to act on behalf of a company. On the facts as above recited there could be no doubt of the company's liability for the commitment made in its name by R who had, by virtue of his position and the support of the board of directors, actual authority to do so.

Blair J.A. quoted a passage from the reasons of Lord Pearson, at p. 593, which I wish to reproduce with a preceding sentence in that passage. It is as follows:

... It is, therefore, necessary in order to make a case of ostensible authority to show in some way that such communication which is made directly by the agent is made ultimately by the responsible parties, the board of directors. That may be shown by inference from the conduct of the board of directors in the particular case by, for instance, placing the agent in a position where he can hold himself out as their agent and acquiescing in his activities, so that it can be said they have in effect caused the representation to be made. They are responsible for it and, in the contemplation of law, they are to be taken to have made the representation to the outside contractor.

It seems to me, with respect, that if ostensible authority is sought to be established through the representation of an agent of a corporate principal, it is impossible to equate the position of a mere clerk with that of the managing director of the company sought to be bound by the agent's representation. The latter, unlike the former, has some back-up in the position in which he has been put by the board of directors; the former, the clerk, can draw nothing from the nature of his position unless he has been expressly authorized to act in the kind of transactions into which he has entered for the company and in respect of which he may have exceeded the limits of the express authority.

I agree with Lacourcière J.A. that there is nothing in the record to show that Canlab as principal

teur délégué *de facto* et président, a prétendu engager la compagnie. Les conditions de l'entente se sont réalisées et on a demandé à la compagnie d'exécuter ses engagements. Le conseil d'administration avait autorisé R à passer des contrats et à lui en faire rapport. Il n'était pas question de fraude mais il s'agissait simplement de déterminer si R avait le pouvoir d'agir au nom de la compagnie. A la lumière de ces faits, on ne peut douter de la responsabilité de la compagnie à l'égard des engagements pris en son nom par R; ce dernier avait, de par son poste et l'approbation du conseil d'administration, le pouvoir exprès de prendre ces engagements.

Le juge Blair a cité un extrait des motifs de lord Pearson (à la p. 593); le voici, avec la phrase précédant l'extrait cité:

[TRADUCTION] ... Il faut donc, pour établir un pouvoir apparent, démontrer que les déclarations faites directement par le mandataire sur l'étendue de son pouvoir sont finalement celles des parties responsables, en l'occurrence le conseil d'administration. Cette preuve peut découler de l'attitude du conseil d'administration qui, par exemple, pourrait permettre au mandataire de se faire passer pour tel et approuver ses démarches, de sorte qu'en réalité, il est à l'origine des déclarations faites par le mandataire. Il en est responsable et, du point de vue juridique, doit en être considéré comme l'auteur.

Avec égards, il me semble que si l'on veut faire la preuve d'un pouvoir apparent par le moyen de déclarations d'un mandataire d'une compagnie, il est impossible de comparer le cas d'un simple commis à celui de l'administrateur délégué de la compagnie qu'on prétend liée par les agissements de son mandataire. Contrairement au commis, l'administrateur délégué a en quelque sorte l'appui du conseil d'administration; le commis, quant à lui, ne peut, étant donné la nature de ses fonctions, prendre aucune initiative à moins d'être expressément autorisé par la compagnie à conclure des opérations du genre de celles à l'égard desquelles il a pu excéder son pouvoir exprès.

Je partage l'opinion du juge Lacourcière que rien au dossier ne révèle que Canlab, à titre de

had placed Cook in a position to hold himself out as having authority to arrange any of the tripartite transactions (so characterized by the majority of the Ontario Court of Appeal), at least until October, 1966. I shall deal with this phase of Lacourcière J.A.'s reasons later on and confine myself at this stage simply to the original purchases by Canlab from Engelhard. Cook was a sales agent not a purchasing agent, and the "permitting" relied on by Blair J.A. appears to me to be a rationalization of Cook's success not in the purchase of the platinum (backed up as that was by proper purchase orders) but in the subsequent theft and resale to Engelhard.

In saying this I do not subscribe to the proposition, in so far as it purports to be a general statement of the law, that a representation by an agent himself as to the extent of his authority cannot amount to a holding out by the principal. It will depend on what it is an agent has been assigned to do by his principal, and an overreaching may very well inculcate the principal. This, however, does not help Engelhard in the present case.

In view of the conclusion to which I have come on the issue of Canlab's acquisition of title, namely, that it was in the ordinary course of the filling of proper purchase orders sent by Canlab to Engelhard, I need not be concerned, as was Blair J.A., with that phase of argument of counsel which related to the opposing views of *Powell on Agency* (2nd ed. 1961), pp. 70 and 150, and *Bowstead on Agency* (14th ed. 1976), p. 240. The question considered in those texts (the position of *Powell* being supported by the American Law Institute's Restatement of Agency Second, vol. 1, section 8, comment 2) was whether in the case of a contract entered into under ostensible authority the principal can sue on it without more or must ratify it. The two Privy Council decisions, referred to by Blair J.A. were said to stand for the proposition that the principal must ratify if it would sue on the contract and, moreover, ratification had to extend not only to a fraudulent agent's use of the principal's money to purchase bank drafts, if it could claim title to the drafts, but also to the deposit of

commettant, a permis à Cook de laisser croire qu'il avait le pouvoir de conclure les opérations tripartites (pour reprendre les mots de la majorité de la Cour d'appel de l'Ontario) du moins jusqu'en octobre 1966. Je reviendrai plus loin sur cette partie des motifs du juge Lacourcière et m'arrêterai, pour le moment, aux achats faits initialement par Canlab à Engelhard. Cook était un vendeur et non un acheteur et la «permission» retenue par le juge Blair me paraît expliquer le succès de Cook non pas dans l'achat de platine (confirmé par des commandes dûment remplies) mais dans le vol subséquent et la revente à Engelhard.

Je ne souscris pas pour autant à la thèse, dans la mesure où elle se veut un énoncé général du droit, selon laquelle une déclaration du mandataire sur la portée de son pouvoir ne peut équivaloir à une confirmation par le commettant. Tout dépend du mandat que le commettant a confié au mandataire et un excès de pouvoir peut fort bien engager la responsabilité du commettant. Ces remarques n'aident toutefois pas Engelhard en l'espèce.

Eu égard à ma conclusion sur l'acquisition du droit de propriété par Canlab, savoir qu'elle se situe dans le cadre ordinaire des affaires et se justifie par l'envoi à Engelhard de commandes dûment remplies par Canlab, je n'ai pas, comme le juge Blair, à m'arrêter sur l'argumentation des avocats relative aux opinions contradictoires de *Powell on Agency* (2^e éd. 1961), aux pp. 70 et 150 et de *Bowstead on Agency* (14^e éd. 1976), p. 240. Aux termes de la question étudiée dans ces ouvrages (la thèse de *Powell* étant appuyée par l'*American Law Institute's Restatement of Agency Second*, vol. 1, partie 8, note 2), il s'agissait de déterminer si, dans le cas d'un contrat conclu en vertu d'un pouvoir apparent, le commettant peut intenter une action en exécution d'un contrat sans autre formalité ou s'il doit au préalable ratifier le contrat. Les deux arrêts du Conseil privé cités par le juge Blair seraient favorables à la thèse que le commettant doit le ratifier préalablement à l'institution de l'action et en outre que la ratification doit s'étendre non seulement à l'utilisation fraudu-

the drafts in the same bank for collection.

I have already noted that Lacourcière J.A. would confine these two cases to negotiable instruments. There is the added fact that in both cases the fraudulent agent had management power to act for the principal, albeit for proper purposes. In neither case was the agent a mere clerical employee. I do not wish, however, to suggest that this fact alone, although significant as a contrasting feature with the present case, should govern what I say is the inapplicability of the two Privy Council decisions here. Even if ratification was relevant—and my primary conclusion is that it is not—it would not assist the respondent Engelhard in the present case. Moreover, I share the view of Lacourcière J.A. that if ratification was necessary for Canlab to obtain title to the platinum as against Engelhard, there was no necessary connection with the subsequent thefts and resale to Engelhard by Cook in the guise of Giles.

I deal first with *Union Bank of Australia Ltd. v. McClintock, supra*. The agent in that case was the general manager of a business who could draw cheques on the bank account of the business with a second signature thereto and with a counter-signature of the auditors of the business. He procured these signatures to a series of cheques drawn in the name of the business on its bank, the A Bank, and made payable to the bank itself. He persuaded the A bank to issue bank cheques or bank drafts for the cheques of the business, such bank cheques, drawn by the A bank on itself, being payable to one Robert Haynes. The agent had opened a personal account in the fictitious name of Robert Haynes in the appellant bank. He then paid the bank cheques into his Haynes account with the appellant bank and obtained the money accordingly.

On these facts, it is not difficult to hold that, despite the deception of the agent, he had turned in cheques of the business, properly signed, to the A bank in exchange for that bank's own cheques made payable to Haynes, and if, as the Privy Council held, there was no actual authority in the

leuse de l'argent du commettant par le mandataire en vue d'acheter des traites bancaires (si le commettant en revendique la propriété) mais également à leur dépôt à la même banque en vue de leur encaissement.

J'ai déjà indiqué que le juge Lacourcière limiterait l'application de ces deux arrêts aux effets de commerce. Précisons que dans les deux cas, le mandataire fraudeur avait le pouvoir administratif d'agir pour le commettant, quoique à des fins régulières; il ne s'agissait pas d'un simple commis. Mais ce seul fait, quoiqu'il constitue une distinction importante ici, ne suffit pas pour écarter l'application en l'espèce des deux arrêts du Conseil privé. Même si la question de la ratification était pertinente—et j'estime à première vue qu'elle ne l'est pas—elle n'aiderait aucunement l'intimée Engelhard en l'espèce. En outre, je partage l'opinion du juge Lacourcière selon laquelle si la ratification était nécessaire pour que Canlab acquière un droit de propriété sur le platine au détriment d'Engelhard, elle ne s'étendrait pas nécessairement aux vols et aux reventes à Engelhard, effectués par Cook sous le pseudonyme de Giles.

J'étudierai d'abord l'arrêt *Union Bank of Australia Ltd. v. McClintock*, précité. Dans cette affaire, le mandataire, gérant général d'une entreprise, était autorisé à tirer des chèques sur le compte en banque de l'entreprise avec une cosignature et le contreseing des vérificateurs de l'entreprise. Il a obtenu ces signatures sur une série de chèques faits au nom de l'entreprise et tirés sur sa banque, la banque A, payables à la banque elle-même. Il a persuadé la banque A d'émettre des chèques ou des traites bancaires en contrepartie des chèques de l'entreprise; ces chèques bancaires, tirés par la banque A sur elle-même étaient faits payables à un nommé Robert Haynes. Le mandataire avait ouvert un compte personnel, sous le pseudonyme de Robert Haynes, à la banque appelante. Il a ensuite déposé les chèques bancaires à son compte, ouvert au nom de Haynes, à la banque appelante puis les a encaissés.

A la lumière de ces faits, il est clair que, malgré la fraude commise par le mandataire, ce dernier a présenté des chèques dûment signés à la banque A en échange des chèques bancaires faits payables à Haynes et, comme le Conseil privé, je pense que si le mandataire n'avait pas le pouvoir exprès d'obte-

agent to obtain the bank cheques, I should think that ostensible authority was made out. The case was originally tried by a judge and special jury, which found for the appellant bank. In the view of the Privy Council, their finding negated the contention that the bank cheques belonged to the business when obtained by the agent but were thereafter converted by him. The jury's verdict meant that the principal had failed to establish conversion. This was enough to dispose of the case adversely to the principal, but an alternative argument was made that the agent had acted without authority in obtaining the bank cheques but the principal could make the cheques its own by ratifying what the agent had done, but stopping short of ratifying the payment of them into the Hayne's account with the appellant.

On this issue, the Privy Council had this to say (at p. 247 of the Report):

... It was, of course, not contested that the plaintiffs could not both approbate and reprobate—that is to say, that they could not ratify one part and refuse to adopt another part of anything that was really an integral whole—but the difficulty (which is one of fact) is to say what the whole is and what is only a part. ...

It was clear, of course, that the fraudulent agent had conceived a plan that carried through to the deposit of the bank cheques into his own account with the appellant bank. As to this, the Privy Council noted that although "this feature gives unity to the whole series of events ... it is not necessary to consider whether it also binds them together into one transaction, which must be wholly repudiated or adopted wholly, for the actual form of the transactions carries the matter considerably further". What the Privy Council was referring to here was the fact that the bank cheques had been issued as payable to bearer and crossed "not negotiable". The result was explained as follows (at p. 248):

... Unless the bank cheques, when obtained, were to be wholly fruitless and idle, it was necessary to pay them into some bank for collection, and although in truth they were passed into McClintock's own account for a fraudulent object, the proceeds so obtained might have been applied by him to the trustees' use had he been an honest man. It follows that the selection of his own bank

nir les chèques de la banque, on a néanmoins établi l'existence d'un pouvoir apparent. L'affaire a d'abord été entendue par un juge et un jury spécial qui ont rendu un verdict en faveur de la banque. Selon le Conseil privé, ce verdict a eu l'effet de rejeter l'argument selon lequel les chèques bancaires appartenaient à l'entreprise lorsque le mandataire les a obtenus mais ont par la suite été détournés par ce dernier. Le verdict signifiait que le commettant n'avait pas réussi à prouver une appropriation illégale. Cela suffisait pour rendre jugement contre le commettant, mais on avait plaidé, à titre d'argument subsidiaire, que même si le mandataire n'avait pas le pouvoir d'obtenir les chèques bancaires, le commettant pouvait se les approprier en ratifiant les actes du mandataire, sans aller jusqu'à ratifier le dépôt des chèques au compte de Haynes à la banque appelante.

A ce sujet, le Conseil privé a dit (à la p. 247 du recueil):

[TRADUCTION] ... Il est, bien sûr, incontestable que les demandeurs ne peuvent à la fois approuver et désapprouver—c'est-à-dire, ratifier une partie et refuser d'adopter une autre partie d'un tout—mais il est difficile de distinguer entre le tout et une partie seulement ...

Il est clair que le plan du mandataire fraudeur comprenait le dépôt des chèques bancaires dans son compte à la banque appelante. À cet égard, le Conseil privé a fait remarquer que même si [TRADUCTION] «cette particularité donne l'allure d'un tout aux différents événements ... il n'est pas nécessaire de déterminer si elle a aussi l'effet de les grouper en une seule opération qui ne peut être répudiée ou ratifiée que globalement, car la forme même des opérations a une portée beaucoup plus grande». Le Conseil privé se réfère ici au fait que les chèques bancaires étaient payables au porteur et barrés avec la mention [TRADUCTION] «non négociable». Il en a expliqué les conséquences comme suit (à la p. 248):

[TRADUCTION] ... Pour que les chèques bancaires, une fois obtenus, ne deviennent pas complètement inutiles et inefficaces, il fallait les déposer dans une banque pour les encaisser et même si, en réalité, ils ont été déposés au compte de McClintock dans un dessein frauduleux, ce dernier pouvait, s'il avait été honnête, remettre l'argent obtenu aux administrateurs. Il s'ensuit donc que la

account as the means of collecting the cheques instead of the bank account of the trustees was rather an incidental irregularity than a fresh departure, and when his action in obtaining each cheque has been covered by the respondents' subsequent authority since *mandato priori aequiparatur*, the authority covers both his action in obtaining the cheque and his action in collecting the proceeds, and both were done, however improperly, within the limits of the authority conferred by ratification, and were not beyond its limits altogether. It follows on the facts that the plaintiffs fail to prove a conversion by the defendants of cheques which they seek to make their own by ratification, for, if they ratify at all they ratify the bank's collection of the proceeds for account of McClintock, and if they do not ratify, nothing has been converted that ever belonged to them.

Accepting the conclusion of the Privy Council that there was one transaction throughout in the *Union Bank* case (although that conclusion was doubted in a note in (1961) 24 Mod. L. Rev. 271, which was referred to in the Court of Appeal and in this Court), the facts here present quite a different picture, and there is the added important factor that the fraudulent agent in the *Union Bank* case was the general manager. Nor do I find the second Privy Council case relied on by the majority of the Ontario Court of Appeal, the *Mann* case, pertinent here.

In that case, a business was being carried on in partnership by M, the respondent, and R under which all assets belonged to M but R was authorized to draw cheques on the partnership bank account. R drew a series of cheques on a partnership trust account in the A.N.Z. Bank in favour of W, and then in the firm's name "per R", obtained bank cheques payable to W or bearer for the respective amounts of the original cheques. The trust account was debited accordingly. W took the cheques to the appellant bank where he had an account and cashed them and, in due course, each cheque was paid by the A.N.Z. Bank to the appellant. R acted in fraud of the partnership throughout and concealed the fraud by fictitious entries in its books. M sued the appellant bank in conversion and for money had and received. The Privy Council was of the opinion, following the earlier case, that the principal did not get title to the bank

décision de se servir de son propre compte, par opposition au compte des administrateurs, pour encaisser les chèques est un détail secondaire et ne révèle pas une nouvelle orientation; en outre, le fait que l'obtention de chaque chèque ait été subséquemment approuvée par les intimés en vertu de la règle *mandato priori aequiparatur*, couvre à la fois l'obtention des chèques et leur encaissement, deux opérations effectuées, quoique malhonnêtes, dans les limites du pouvoir découlant de la ratification et ne les outrepassant aucunement. Il s'ensuit donc que les demandeurs n'ont pas réussi à prouver une appropriation illégale des chèques dont ils revendiquent maintenant la propriété en invoquant la ratification car s'ils ont ratifié quoi que ce soit, ils ont également ratifié l'encaissement de l'argent par McClintock et, s'ils n'ont rien ratifié, aucune des sommes qu'ils revendiquent n'a été détournée à leur détriment.

Je partage l'opinion du Conseil privé dans l'affaire *Union Bank* selon laquelle il n'y avait qu'une seule opération (même si cette conclusion a soulevé des doutes dans un commentaire publié à (1961) 24 Mod. L. Rev. 271, cité devant la Cour d'appel et cette Cour), mais il n'en demeure pas moins que les faits en l'instance sont considérablement différents et que le mandataire fraudeur dans l'affaire *Union Bank* était le gérant général de l'entreprise. En outre, le deuxième arrêt du Conseil privé retenu par la majorité de la Cour d'appel de l'Ontario, l'arrêt *Mann*, ne me semble pas pertinent.

Dans cette dernière affaire, M, intimé, et R exploitaient une entreprise en société; tout l'actif appartenait à M mais R était autorisé à tirer des chèques sur le compte en banque de la société. R a tiré une série de chèques sur le compte en fiducie de la société à la banque A.N.Z., au profit de W; puis, prétendant agir au nom de la société, R a obtenu des chèques bancaires payables à W ou au porteur au même montant que les chèques initiaux. Ces sommes ont donc été débitées du compte en fiducie. W a ensuite présenté les chèques à la banque appelante, où il avait un compte, et les a encaissés; par la suite, la banque A.N.Z. a payé chaque chèque à l'appelante. R a donc fraudé la société et dissimulé la fraude en falsifiant les écritures comptables. M a intenté une action en appropriation illégale et en remboursement de fonds contre la banque appelante. Le Conseil privé a jugé, se fondant sur l'arrêt antérieur, que le

cheques when they were obtained in fraud of the principal and without his authority. It appeared to separate the original misappropriation of money by cheques drawn on the A.N.Z. Bank from the sequential act of turning them into bank cheques payable to a third person. In short, the A.N.Z. Bank, having honoured the cheques issued under the signature of an agent authorized to do so, was put in a position to issue the bank cheques payable to W or bearer.

This was enough, it seems to me (although a cogent argument could also be made that R's agency covered the entire run of transactions with the A.N.Z. Bank) to dispose of the case against the respondent. There was, however, an alternative argument of ratification but the Privy Council said it failed on the authority of the *Union Bank* case. Again, I do not see how the *Mann* case can be relevant to the proper decision in the present case when the fraud there originated with an authorized agent. Negotiable instruments law was perhaps more pertinent to the decisions in the two Privy Council cases than agency law, as was pointed out in a Note by Schmitthoff in the *Journal of Business Law*, 1961, at p. 35. This was the opinion of Lacourcière J.A. which I share in this respect.

I come hence to the crucial question whether Engelhard must answer for the whole of the loss suffered by Canlab. Lacourcière J.A., would have cut the loss at October 1966, by reason of the telephone conversation between McCullough of Engelhard and one Snook, an employee of Canlab, who directed his inquirer to get in touch with Cook. What militates against this, however appealing it may be as an equitable solution in a situation where Cook duped both his employer and a third party which did business with the employer, is that Snook like Cook had no managerial authority. He was merely a purchasing agent in the purchasing department and there was no evidence of any back-up authority by which he could hold Cook out was as having power to compose the difficulty, as raised by Engelhard, in settling accounts.

commettant n'avait pas un droit de propriété sur les chèques bancaires lorsque ces derniers ont été obtenus à son insu par des moyens frauduleux. En outre, le Conseil privé semble avoir distingué le détournement de fonds initial avec les chèques tirés sur la banque A.N.Z. de la démarche subséquente qui consistait à les convertir en chèques bancaires payables à un tiers. En définitive, après avoir honoré les chèques émis par un mandataire dûment autorisé, la banque A.N.Z. était en mesure d'émettre des chèques bancaires payables à W ou au porteur.

Cela suffisait, à mon avis (même si on pouvait aussi conclure que le mandat de R couvrait toute la série d'opérations avec la banque A.N.Z.) pour trancher le litige contre l'intimé. On avait également plaidé la ratification, à titre subsidiaire, mais, se fondant sur l'arrêt *Union Bank*, le Conseil privé a rejeté cet argument. A mon avis, l'arrêt *Mann* n'est pas pertinent en l'espèce car il porte sur une fraude commise par un mandataire autorisé. Comme l'a souligné Schmitthoff dans un commentaire publié dans *Journal of Business Law*, 1961, à la p. 35, ces arrêts du Conseil privé semblent plus se rattacher aux règles de droit relatives aux effets négociables qu'à celles du mandat. C'est également l'opinion du juge Lacourcière et je la partage.

J'en viens donc à la question essentielle qui consiste à déterminer si Engelhard doit assumer toutes les pertes subies par Canlab. Le juge Lacourcière aurait arrêté les pertes à compter du mois d'octobre 1966 en se fondant sur la conversation téléphonique entre McCullough (au nom d'Engelhard) et un nommé Snook (un employé de Canlab) qui a suggéré à son interlocuteur de s'adresser à Cook. Même si je comprends l'attrait de cette solution équitable dans un cas où Cook trompait à la fois son employeur et un tiers faisant affaire avec son employeur, le fait que Snook, comme Cook, n'avait aucun pouvoir de gestion y fait obstacle. Il était simplement acheteur dans la division des achats et rien ne prouve qu'il était autorisé à désigner Cook à titre de personne habilitée à régler le problème comptable soulevé par Engelhard.

This, indeed, points to the insuperable difficulty in Engelhard's position in respect of the second and third representations said by Blair J.A. to be "representations of authority". They were representations made by Cook to Engelhard without any support from Canlab management. The casualness with which Engelhard acted in respect of its transactions with the unknown Giles—indeed, the evidence does not disclose that Engelhard ever saw Cook—deserves the castigation which Lacourcière heaped upon it, as follows:

... Canlab was swindled by the crafty manipulations of a trusted but dishonest employee. However, Engelhard should have been placed on guard by the bizarre request of Cook to deal with Giles, an eccentric secretive research scientist who returned, within a day or two, scrap platinum in a form which did not disclose any known use of the platinum sheets. In suspicious circumstances, Engelhard paid some \$835,453.49 to an unknown scientist without any effort until 1966 to contact anyone in authority at Canlab. I do not regard Engelhard's conduct as that of a prudent company.

Where a transaction is of such an unusual nature that any reasonable person would be put on inquiry, a person cannot shelter under the doctrine of apparent authority. *Houghton & Company v. Nothard, Lowe and Wills, Limited*, [1927] 1 K.B. 246. Here Engelhard was put on inquiry by reason of the unusual nature of the transaction to ascertain from a person in authority at Canlab whether Cook had any authority to arrange for the direct resale of scrap

I wish to refer to a contact in 1968 between Canlab and Engelhard to see if it could have a bearing by way of limiting Engelhard's liability. Engelhard's president, one Scott, curious about the use made of the platinum by the unknown Giles, telephoned Canlab's vice-president of operations, one Fabian. The trial judge found that Fabian, who said he did not remember receiving a call from Scott, had indeed received the call during which there was a discussion of the large number of transactions in platinum involving Canlab and Giles. Fabian, according to Scott, said he was unaware of the transactions and asked which employee of Canlab dealt with Engelhard. Informed it was Cook, Fabian undertook to investigate and call back. It was Cook who called back later that day, telling Scott he was asked to speak

Cela constitue l'obstacle infranchissable auquel fait face l'argumentation d'Engelhard relativement aux deuxième et troisième déclarations (que le juge Blair a appelées des «déclarations de pouvoir»). Cook a fait des représentations auprès d'Engelhard sans être appuyé par la direction de Canlab. L'insouciance manifestée par Engelhard au sujet de ses opérations avec un inconnu, Giles,—rien dans la preuve n'indique qu'Engelhard ait déjà rencontré Cook—lui mérite cette critique sévère du juge Lacourcière:

[TRADUCTION] ... Canlab a été trompée par les manœuvres rusées d'un employé en qui elle avait confiance mais qui était malhonnête. Engelhard aurait pourtant dû se méfier quand Cook lui a demandé, de façon inhabituelle, de traiter directement avec Giles, un scientifique obscur qui retournait, après un ou deux jours, des rebuts de platine sous une forme qui ne révélait aucun usage connu des feuilles de platine. Dans ces circonstances louches, Engelhard a payé \$835,453.49 à un savant inconnu sans chercher, avant 1966, à communiquer avec un responsable chez Canlab. A mon avis, Engelhard n'a pas agi avec prudence.

Lorsqu'une opération est inhabituelle au point d'éveiller la méfiance chez une personne raisonnable, on ne peut se réfugier derrière la théorie du pouvoir apparent. *Houghton & Company v. Nothard, Lowe and Wills, Limited*, [1927] 1 K.B. 246. Ici, le caractère inhabituel de l'opération aurait dû éveiller la méfiance d'Engelhard et l'amener à vérifier, auprès d'un responsable chez Canlab, si Cook avait le pouvoir d'organiser la revente directe des rebuts. . . .

Je tiens à examiner l'échange qu'ont eu, en 1968, Canlab et Engelhard afin de déterminer s'il peut avoir une incidence sur la responsabilité d'Engelhard. Le président d'Engelhard, un nommé Scott, curieux de l'usage que faisait Giles du platine, a téléphoné au vice-président des opérations de Canlab, un nommé Fabian. Le juge de première instance a conclu que Fabian, qui ne se souvenait pas de l'appel de Scott, avait effectivement eu cet entretien téléphonique et discuté de l'importance numérique des opérations entre Canlab et Giles concernant le platine. Selon Scott, Fabian a répondu ne pas être au courant de ces opérations et lui a demandé quel employé de Canlab traitait avec Engelhard. Informé qu'il s'agissait de Cook, Fabian s'est engagé à faire une investigation et à le rappeler. C'est Cook lui-même qui a rappelé Scott

on Fabian's behalf. Cook undertook to make enquiries to answer Scott's question and to call back but never did.

I am of opinion that Fabian was put on inquiry as a result of the call from Scott, and that any losses suffered by Canlab by the continued deception of Cook, that is from late September or early October 1968, must be borne by it. The trial judge, O'Driscoll J., took, in my opinion, too narrow a view of the matter in saying that "Mr. Scott's concern had nothing to do with the repurchase by Engelhard from Giles".

In the result, I would allow the appeal, set aside the judgment of the Ontario Court of Appeal and restore the judgment of O'Driscoll J. but would vary it to limit the recovery of Canlab up to the time that Scott and Fabian had their conversation. If the parties cannot agree on the transactions with Giles that took place after that time, I would direct a reference before O'Driscoll J. or, failing him, another judge of the High Court of Justice of Ontario, to settle the issue. I should add that the fact that Engelhard thought it was buying from Giles and not from Cook should not affect the limitation of Engelhard's liability as above indicated.

Before parting with this case, I wish to refer briefly to the *Farquharson* case, *supra*, which O'Driscoll J. said did not differ from the present case and from which he quoted the following passage from the reasons of Lord Lindley:

In the present case, in my view of it, Capon simply stole the plaintiff's goods and sold them to the defendants, and the defendants' title is not improved by the circumstance that the theft was the result of an ingenious fraud on the plaintiffs and on the defendants alike. The defendants were not in any way misled by any act of the plaintiffs on which they placed reliance; and the plaintiffs are not, therefore, precluded from denying Capon's authority to sell.

Farquharson was a case where the goods sold to an innocent purchaser by a fraudulent employee clearly were owned by the principal. The goods were timber stored with a dock company which was instructed by the principal to accept all trans-

plus tard dans la journée, lui précisant que Fabian lui avait demandé de s'occuper de cette affaire. Cook s'est alors engagé à faire l'investigation et à le rappeler, ce qu'il ne fit jamais.

J'estime que l'appel de Scott aurait dû éveiller la méfiance de Fabian et qu'il faut en tenir compte dans le calcul des pertes subies par Canlab par suite des fraudes commises par Cook après la fin de septembre ou le début d'octobre 1968. A mon avis, le juge O'Driscoll de première instance a adopté un point de vue trop étroit lorsqu'il a déclaré que: [TRADUCTION] «Les préoccupations de Scott n'avaient rien à voir avec le rachat par Engelhard des rebuts de Giles.»

En conséquence, je suis d'avis d'accueillir le pourvoi, d'infirmer l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario et de rétablir le jugement du juge O'Driscoll mais de le modifier pour limiter les dommages-intérêts auxquels Canlab a droit aux pertes subies avant la conversation entre Scott et Fabian. Si les parties ne peuvent s'entendre sur les opérations impliquant Giles après cette date, je serais d'avis de renvoyer l'affaire au juge O'Driscoll ou à un autre juge de la Haute Cour de justice de l'Ontario. En outre le fait qu'Engelhard croyait acheter à Giles et non à Cook n'influe pas sur la limitation de la responsabilité d'Engelhard précisée ci-dessus.

Avant de terminer, je désire revenir sur l'arrêt *Farquharson*, précité; le juge O'Driscoll a estimé qu'il ne différait pas de la présente affaire et a cité l'extrait suivant des motifs de lord Lindley:

[TRADUCTION] A mon avis, Capon a simplement volé les marchandises de la demanderesse et les a vendues à la défenderesse, et le titre de la défenderesse n'est pas meilleur parce que le vol résulte d'une fraude astucieuse commise au détriment de la demanderesse et de la défenderesse. Aucun acte de la demanderesse, en qui la défenderesse avait confiance, ne l'a induite en erreur; et, en conséquence, rien n'empêche la demanderesse de nier le pouvoir de Capon de vendre.

Dans l'affaire *Farquharson*, les marchandises vendues à un acheteur de bonne foi par un employé fraudeur appartenaient clairement au commettant. Il s'agissait de bois d'œuvre entreposé chez une compagnie exploitant un dock, qui avait

fer or delivery orders signed by the agent. The latter had, however, only a limited authority to sell to certain recognized customers. He gave a delivery order signed in his own name for the delivery of timber to the order of a non-existent vendor, Brown, which was an alias that the agent assumed, and, as Brown, he sold the timber to the respondent who did not know the appellant principal nor the fraudulent agent, save as Brown. On these facts, the House of Lords held for the principal. The Ontario Court of Appeal distinguished *Farquharson* on the ground of the thief's utilization of a non-existent vendor and because there was no holding out of the agent by the principal nor any reliance by the respondent on the agent's position. This was said to be in contrast with the present case where Engelhard was said to have dealt with Cook within the scope of an apparent authority and Canlab was said to be bound even in respect of Cook's representation in respect of the resales by Giles, also a non-existent vendor. I need not repeat here my reasons for denying the alleged apparent authority of Cook. On this basis, *Farquharson* is simply another instance of a fraudulent agent's inability to give a good title to goods stolen from his principal.

O'Driscoll J. granted interest to Canlab from the date of discovery of the fraud to the date of judgment. Interest, of course, would run from the latter date to the date of payment. On this phase of the matter, which was not considered by the majority of the Court of Appeal in view of its disposition of dismissal, I would adopt the views of Lacourcière J.A. and deny interest to Canlab for any period up to the date of judgment at trial. O'Driscoll J. relied on s. 36(3) of *The Judicature Act*, R.S.O. 1960, c. 197 (now s. 39(3) of R.S.O. 1970, c. 228) in granting interest to the date of judgment. Accepting as he did that, although s. 36(3) speaks of a jury giving interest, a judge sitting alone may exercise the same power, it is clear that s. 36(3) envisages damages being fixed as of the date of conversion and not as of the date of judgment. I think that the present case is one in

reçu du commettant des instructions d'accepter toutes les demandes de transfert et de livraison signées par le mandataire. Ce dernier n'était cependant autorisé à vendre qu'à certains clients. Il a présenté une demande de livraison signée en son nom pour la livraison de bois d'œuvre à un vendeur fictif, Brown (qui était en réalité le mandataire sous un pseudonyme); Brown a vendu le bois à l'intimée. Cette dernière ne connaissait ni le commettant appelant ni le mandataire fraudeur mais seulement Brown. A la lumière de ces faits, la Chambre des lords a rendu jugement en faveur du commettant. La Cour d'appel de l'Ontario a établi une distinction avec l'arrêt *Farquharson* au motif que le voleur s'était servi d'un vendeur fictif, que le commettant n'avait pas donné lieu de croire au pouvoir du mandataire et que l'intimée ne s'était pas fiée au statut du mandataire. On a prétendu que les faits étaient différents en l'espèce parce qu'Engelhard avait traité avec Cook dans le cadre de son pouvoir apparent et que Canlab était en conséquence liée, même par les déclarations de Cook au sujet des reventes par Giles, également un vendeur fictif. Je n'estime pas nécessaire de répéter ici les motifs de rejeter la thèse du pouvoir apparent de Cook. De ce point de vue, l'affaire *Farquharson* offre simplement un autre exemple de l'impossibilité pour un mandataire fraudeur de transférer un titre de propriété valide sur les marchandises volées à son commettant.

Le juge O'Driscoll a accordé à Canlab l'intérêt à compter de la date de la découverte de la fraude jusqu'à la date du jugement. Il est évident que l'intérêt court depuis cette dernière date jusqu'à la date du paiement. Cette question n'a pas été étudiée par la majorité de la Cour d'appel parce qu'elle rejetait l'action; en conséquence, je suis d'avis d'adopter l'opinion du juge Lacourcière et de n'accorder aucun intérêt à Canlab pour la période antérieure à la date du jugement de première instance. Le juge O'Driscoll s'est fondé sur le par. 36(3) de *The Judicature Act*, R.S.O. 1960, chap. 197 (maintenant le par. 39(3) de R.S.O. 1970, chap. 228) pour accorder l'intérêt jusqu'à la date du jugement. En admettant, comme lui, que même si le par. 36(3) vise le pouvoir d'un jury d'accorder l'intérêt, un juge seul a le même pouvoir et il est clair que le par. 36(3) envisage des

which damages should be fixed as of the date of judgment and hence is not a case for interest to run from any earlier date.

Since, in the view I would take, the appellant has achieved substantial success, it should have its costs in this Court as well as in the Courts below.

The judgment of Martland, Ritchie, Pigeon, Beetz, Estey and Pratte JJ. was delivered by

ESTEY J.—I have had the benefit of reading the reasons of the Chief Justice and with respect agree with his disposition of this appeal save in one respect. The computation of damages in the Chief Justice's approach to the claims by the appellant commences in 1964 and continues until late 1968 when it was found that the respondent had alerted the appellant to the nature of the transaction so as to prevent any recovery beyond that date by the appellant. Lacourcière J.A. in the Court of Appeal would have terminated the time of recovery in October 1966. The learned Justice stated:

The situation is different after McCullough's telephone conversation with Snook in Canlab's purchase department. McCullough was then referred to Cook with respect to direct payments to Giles for such platinum, and the request for net cash payments by Canlab for all future platinum purchases. I agree that from that date forward, October 11, 1966, Canlab can be said to have held out Cook as an authorized agent to deal with the resale of scrap platinum directly from Giles, and is thereby estopped from denying the validity of Cook's scheme which on that date became one transaction. I would dismiss Canlab's claim arising after that date.

The evidence upon which the foregoing is founded is presumably the testimony of McCullough, manager of inside sales of the respondent Engelhard, who describes his 1966 conversation with Mr. Snook as follows:

- A. I was approached by Mr. Max Rhodius, the treasurer of Engelhard, who naturally is interested in the accounts receivable situation, and he was per-

dommages-intérêts fixés à compter de la date de l'appropriation illégale et non de la date du jugement. Je pense qu'il s'agit ici d'un cas où les dommages-intérêts doivent être fixés à compter de la date du jugement et qu'en conséquence cette somme doit porter intérêt depuis cette date et non avant.

Étant donné ma conclusion donnant en grande partie gain de cause à l'appelante, elle devrait avoir droit à ses dépens en cette Cour et dans les tribunaux d'instance inférieure.

Le jugement des juges Martland, Ritchie, Pigeon, Beetz, Estey et Pratte a été rendu par

LE JUGE ESTEY—J'ai eu l'avantage de lire les motifs du Juge en chef et, avec égards, je partage sa conclusion à l'exception d'un point. Son calcul accorde à l'appelante des dommages-intérêts à compter de 1964 jusqu'à la fin de 1968, époque à laquelle l'intimée a éveillé l'attention de l'appelante sur la nature de l'opération de façon à exclure tout droit à des dommages-intérêts après cette date. En Cour d'appel, le juge Lacourcière aurait arrêté le recouvrement en octobre 1966. Il s'est exprimé ainsi:

[TRADUCTION] La situation a changé après la conversation téléphonique entre McCullough et Snook, un employé du service des achats de Canlab. Ce dernier a suggéré à McCullough de s'adresser à Cook pour se renseigner sur les paiements faits directement à Giles et pour demander que Canlab paie comptant les futurs achats de platine. Je suis d'avis qu'après cette date, soit le 11 octobre 1966, Canlab a présenté Cook comme un mandataire autorisé à s'occuper de la revente directe des rebuts de platine par Giles et qu'en conséquence elle n'est pas admise à nier la validité du plan de Cook, qui est devenu, à cette date, une seule et même opération. Je rejetterais la réclamation de Canlab pour ce qui est postérieur à cette date.

Je présume que cette conclusion est fondée sur le témoignage de McCullough, gérant des ventes intérieures chez l'intimée Engelhard; voici en quels termes il a décrit sa conversation avec Snook en 1966:

- [TRADUCTION] R. M. Max Rhodius, trésorier d'Engelhard, qui naturellement surveille l'état des comptes à recevoir, est venu me faire part de

turbed although on one hand we were selling Canadian Laboratory Supplies platinum sheet on the terms of our normal 30 net days, which they were not paying in 30 days, but taking as long as 60 days, and we were accepting from their purported customer scrap platinum for credit and as our usual custom we were issuing the cheques against the value of that scrap within a very short period of time, a matter of a few days, a week. I am not particularly involved in that myself, but I know that to be a fact, and we dislike this situation in that our money was being tied up unfairly, and we wanted steps taken to close this gap, so having been alerted to this, I spoke, first of all, to Mr. Sadgrove about it who was in direct connection with Canlab all these years and subsequently I spoke to the salesman in our organization, a chap by the name of Michael Bartlett, who had the responsibility of calling on Canlab, and we discussed it and he felt as did I our best contact was Ray Snook, S-n-o-o-k.

Q. Who was Mr. Snook?

A. Mr. Snook was an employee of Canlab I dealt with by telephone over a number of years, and he was the one name I personally knew on a man-to-man basis, never met him personally, but spoke to him on the telephone.

Q. Will you tell us his job in Canlab?

A. He was in purchasing, his actual title or function I don't know. Mr. Bartlett decided perhaps be better if he contacted Mr. Snook and he did. He was unable, I am told, to reach him, and he left a message Snook should phone him back, and failing Bartlett being available Snook could speak to me.

Snook, I recall, did phone me back. He explained, for reasons I don't know, he was physically apart from the main office of Canlab at that point in time, for some reason his job was away from where normally be with the general office group, and since I am not knowledgeable on this you are much better to talk to Glenn Cook, the man dealing with this customer and knows something about it.

On cross-examination Mr. McCullough stated:

Q. Did you phone Mr. Snook to inquire about to whom you should write?

A. This conversation, as I said, Mr. Snook phoned me.

Q. Was that when you asked him to whom you should write?

l'anomalie suivante: nous vendions à Canlab Laboratory Supplies des feuilles de platine sur la base d'un paiement dans les 30 jours mais cette dernière ne payait pas dans les 30 jours, prenant parfois 60 jours pour le faire; par contre, nous acceptions au crédit de son prétendu client les rebuts de platine et, conformément à notre pratique, émettions sans délai, après quelques jours ou une semaine, des chèques correspondant à la valeur de ces rebuts. Je ne m'intéressais pas spécialement à cette opération, mais je savais cela et cela nous déplaisait parce que notre argent était injustement gelé et nous voulions y remédier. Ayant été informé de la situation, j'ai donc parlé d'abord à M. Sadgrove, qui avait été en relation directe avec Canlab durant toutes ces années, puis à un de nos vendeurs, Michael Bartlett, qui avait la responsabilité de communiquer avec Canlab et, après discussion, nous avons convenu que le meilleur homme à qui nous adresser était Ray Snook, S-n-o-o-k.

Q. Qui est M. Snook?

R. M. Snook était un employé de Canlab avec qui j'avais communiqué au téléphone pendant plusieurs années; son nom m'était familier parce que j'avais déjà eu directement affaire à lui sans pour autant le connaître personnellement.

Q. Pouvez-vous nous décrire son poste chez Canlab?

R. Il était au service des achats mais j'ignore son titre exact. M. Bartlett a décidé qu'il était peut-être préférable de communiquer lui-même avec M. Snook. On me dit qu'il n'a pu le joindre et qu'il a demandé que Snook le rappelle ou, en son absence, communique avec moi.

Snook, je m'en souviens, m'a rappelé. Sans me dire pourquoi, il m'a expliqué qu'il ne travaillait pas au bureau principal de Canlab à ce moment-là et que, pour une certaine raison son lieu de travail était en dehors du bureau principal où il aurait dû normalement se trouver, il n'était donc pas au courant des faits et il était préférable de m'adresser à Glenn Cook, celui qui était en relations avec le client en question et connaissait l'affaire.

En contre-interrogatoire, M. McCullough a dit:

[TRADUCTION] Q. Avez-vous appelé M. Snook pour lui demander à qui écrire?

R. Comme je l'ai dit, c'est M. Snook qui m'a appelé.

Q. C'est à ce moment que vous lui avez demandé à qui écrire?

A. No, Mr. Cook was the one who told me to whom I should write. I wanted to talk to Ray Snook because I dealt with Ray Snook many many times over the years, but as Ray Snook was not intimately connected with the purchase offers we were talking about he suggested that my conversation should really be with Glenn Cook who seems to be the only interested party at Canadian Laboratory Supplies, so subsequently I phoned Ray Cook or at least Glenn Cook, and it was Glenn Cook who I say was agreeable, sympathetic to our problem etc. and told me I should direct a letter to Mr. Ferguson, the comptroller of the company.

Q. But the call, which as a result of which you were in touch with Cook, was a call from Snook to you?

A. That is correct.

Q. You are as clear as anything?

A. I am.

Q. Were you quite clear about that in January, 1969?

A. I wasn't.

Q. You were not clear about it then?

A. No, because the statement taken from me at that time was my best recollection at that time, and naturally this was a topic of some importance in conversation, and in thinking back on the thing and re-establishing events in their proper sequence in my mind I now know as I stated that it was Mr. Bartlett who tried to get Mr. Snook and Mr. Snook phoned me back.

Following this telephone conversation McCullough, as directed by Cook, wrote to Messrs. Ferguson and Birk at Canlab about the Engelhard concern regarding delayed payments by Canlab, as follows:

“LETTERHEAD OF ENGELHARD INDUSTRIES
OF CANADA LTD.”

October 11th, 1966

Canadian Laboratory Supplies Ltd.,
80 Jutland Road,
Toronto 18, Ontario
Attention: Mr. R. Ferguson,
Comptroller

Gentlemen:

We are writing to confirm our telephone discussion with your Mr. Glenn Cook covering your orders for pieces of platinum sheet .015" thick in various sizes, the

R. Non, c'est M. Cook qui m'a dit à qui je devais écrire. Je voulais parler à Ray Snook parce que j'avais eu affaire à lui pendant plusieurs années, mais comme il n'était pas personnellement au courant des commandes en question, il m'a suggéré de m'adresser à Glenn Cook qui semblait être la seule personne au courant chez Canadian Laboratory Supplies; j'ai donc appelé Ray Cook, je veux dire Glenn Cook, et c'est lui qui a été courtois et a rapidement compris le problème; il m'a dit d'adresser une lettre à un nommé Ferguson, le contrôleur de la compagnie.

Q. Mais votre conversation avec Cook résultait de votre échange avec Snook lorsqu'il vous a rappelé?

R. C'est exact.

Q. En êtes-vous parfaitement certain?

R. Oui.

Q. L'étiez-vous aussi en janvier 1969?

R. Non.

Q. Vous n'étiez pas certain?

R. Non parce que la déclaration que l'on a alors obtenue de moi reflétait ce dont je me souvenais à l'époque; naturellement cela a été un sujet de conversation important et après y avoir réfléchi et rétabli les faits chronologiquement, je me suis souvenu que c'est M. Bartlett qui a tenté de joindre M. Snook et que ce dernier m'a ensuite appelé.

Après cette conversation téléphonique, McCullough a suivi le conseil de Cook et a écrit la lettre suivante à MM. Ferguson et Birk de Canlab, relativement aux paiements différés de Canlab:

[TRADUCTION] «EN-TÊTE D'ENGELHARD
INDUSTRIES OF CANADA LTD.»

Le 11 octobre 1966

Canadian Laboratory Supplies Ltd.
80 chemin Jutland
Toronto 18, Ontario
À l'attention de M. R. Ferguson
Contrôleur

Monsieur,

La présente fait suite à mon entretien téléphonique avec M. Glenn Cook au sujet de vos commandes de feuilles de platine de .015" d'épaisseur et de dimensions

most recent example being your order T13442 for 12 pieces 6" × 4" weighing approximately 47.5 ozs. tr., and having a value of about \$5,367.00.

We find that although we extend our normal terms of net 30 days to you on these purchases, your customer, a Mr. Giles, is returning a like amount of platinum scrap directly to us and is obtaining payment for the scrap within a few days of receipt. In effect Mr. Giles is enjoying what amounts to an interest free loan of over \$19,000.00 from Engelhard.

To eliminate this undesirable situation, Mr. Cook indicated that you agree that we will handle all current and future orders of this type on a basis of NET CASH. We will submit our invoice with the goods and will expect to receive your payment within two to three days referencing the invoice number in question.

At the present time our following invoices for orders of platinum sheet are outstanding:

| | | |
|----------|--------------|--------------------|
| # 162226 | August 5 | \$ 2,705.79 |
| 162646 | August 11 | 2,710.08 |
| 163691 | August 30 | 2,696.97 |
| 164484 | September 13 | 3,617.70 |
| 164590 | September 15 | 2,033.44 |
| 165503 | September 29 | 5,373.94 |
| Total | | <u>\$19,137.92</u> |

As we have already made payment to Mr. Giles for the value of the scrap platinum returned against these purchases, we would appreciate receiving your cheque in payment of these invoices by return.

We thank you for the cooperation you have shown in this matter and remain,

Yours very truly,

ENGELHARD INDUSTRIES OF CANADA LTD.

(Signed)

D. K. McCullough

DKM:k

cc: Mr. E. Birk

This letter drew a reply from Cook dated 26 October 1966, so there is no doubt that the McCullough letter reached Canlab. Furthermore, it can reasonably be concluded from the evidence cited above and from the contents of the above letter that McCullough and Snook discussed Can-

variées, la dernière commande portant le n° T13442 de 12 feuilles de 6" × 4" pesant environ 47.5 onces tr., d'une valeur approximative de \$5,367.

Je constate que même si nous procédons sur la base normale d'un paiement net dans les 30 jours de l'achat, votre client, un nommé Giles, nous retourne directement une quantité semblable de rebuts de platine pour lesquels il est payé dans les jours qui suivent. En conséquence, M. Giles se trouve à profiter d'un prêt sans intérêt de plus de \$19,000 de la part d'Engelhard.

Pour remédier à cette situation, M. Cook m'a indiqué que vous consentiez à ce que nous procédions dès maintenant sur la base COMPTANT NET. Nous enverrons notre facture avec la marchandise et espérons recevoir votre paiement dans les deux ou trois jours, avec mention du numéro de facture.

Les factures suivantes relatives à des commandes de feuilles de platine sont présentement en souffrance:

| | | |
|----------|--------------|--------------------|
| # 162226 | 5 août | \$ 2,705.79 |
| 162646 | 11 août | 2,710.08 |
| 163691 | 30 août | 2,696.97 |
| 164484 | 13 septembre | 3,617.70 |
| 164590 | 15 septembre | 2,033.44 |
| 165503 | 29 septembre | 5,373.94 |
| Total | | <u>\$19,137.92</u> |

Comme nous avons déjà payé à M. Giles la valeur des rebuts de platine retournés à la suite de ces achats, nous apprécierions recevoir votre chèque en paiement de ces factures par retour du courrier.

Je vous remercie de votre collaboration et vous prie d'agréer l'expression de mes salutations distinguées.

Pour ENGELHARD INDUSTRIES OF CANADA LTD.

(signature)

D. K. McCullough

DKM/k

cc: M. E. Birk

Le 26 octobre 1966, Cook a répondu à cette lettre; il est donc clair que Canlab a reçu la lettre de McCullough. En outre, à la lumière des témoignages précités et de la lettre, il est raisonnable de conclure que McCullough et Snook ont eu un entretien au sujet de Giles, le client de Canlab, et

lab's customer, Giles, and that after such discussion McCullough was directed to call Cook. It is of considerable importance in my view that Snook was described by a witness (a former Canlab employee) called by the respondent, as being "the purchasing agent" of Canlab. As Snook was the purchasing agent and as Engelhard was a supplier to Canlab, it was natural to expect that Engelhard's enquiries regarding payment by Canlab for purchases from Engelhard would be directed in the first instance to Snook, the purchasing agent, with whom, furthermore, McCullough had had many telephone contacts over the years.

It therefore seems to me that in the month of October 1966:

- (a) Canlab was apprised in sufficient detail of the Giles transaction through the discussion by an Engelhard representative with an appropriate employee of Canlab engaged in the general area of the operation in question, to put Canlab on notice of the general nature of the platinum transactions and, of Giles, and of some of Cook's involvement therein. Canlab was thereby alerted and put on its own enquiry; and,
- (b) Cook was held out by a responsible authority in Canlab as an authorized agent of Canlab with whom Engelhard could deal regarding the request by Engelhard concerning the Giles matter.

It is not without significance that immediately after this discussion with Cook the payments by Canlab to Engelhard for the platinum ordered by Cook were made "on a net cash basis". McCullough gave this evidence:

Q. Namely be put on a net cash basis?

A. That is correct.

Q. Did that occur?

A. To the best of my knowledge, it did. I don't become connected in any way with accounts receivable transactions, but since I heard no further complaints from the accounts receivable end of our company I am quite sure that was followed.

que McCullough devait en conséquence appeler Cook. Il est important de retenir que selon un témoin cité par l'intimée (un ancien employé de Canlab), Snook était [TRADUCTION] «l'acheteur» de Canlab. En conséquence, Snook étant l'acheteur et Engelhard le fournisseur de Canlab, il était normal que l'investigation d'Engelhard au sujet des paiements effectués par Canlab pour les achats faits chez Engelhard commence par un entretien avec Snook, l'acheteur, d'autant plus que McCullough avait déjà eu, au cours des ans, plusieurs conversations téléphoniques avec lui.

Il me semble donc qu'au mois d'octobre 1966:

- a) Canlab a pris connaissance de suffisamment de détails des opérations avec Giles, à la suite de la conversation entre un représentant d'Engelhard et un employé qualifié de Canlab travaillant dans le secteur général dont relevait l'affaire, pour être au courant du caractère général des opérations concernant le platine, Giles et la participation de Cook. Canlab était donc prévenue et mise en alerte; et,
- b) la direction de Canlab a présenté Cook comme un mandataire autorisé à traiter avec Engelhard au sujet de sa demande de renseignements concernant l'affaire Giles.

Je souligne qu'immédiatement après cet entretien avec Cook, les paiements faits par Canlab à Engelhard pour le platine commandé par Cook ont été effectués «sur la base comptant net». Voici ce qu'a déclaré McCullough:

[TRADUCTION] Q. C'est-à-dire fonctionner sur la base comptant net?

R. Exact.

Q. Et qu'est-il arrivé?

R. A ma connaissance, on a dès lors fonctionné sur cette base. Je ne m'occupe aucunement des comptes à recevoir mais comme le service des comptes à recevoir de la compagnie n'est pas revenu sur le sujet, je suis certain que c'est ce qu'on a fait.

This testimony is corroborated by the evidence given by Scott, the President of Engelhard, who stated:

- A. Mr. McCullough came into my office, described the condition that existed, showed me a draft copy of a letter he proposed to send to Canlab, I approved the draft copy, and he sent that letter to Canlab.
- Q. Did you see the letter that came back?
- A. I did.
- Q. And was the promise in the letter that came back fulfilled, namely, that you were put on a net cash basis?
- A. It was fulfilled promptly.
- Q. What effect, if any, did that have on you, that exchange of correspondence and the fact its terms were fulfilled to pay in cash?
- A. Well, it fortified my opinions concerning Mr. Cook as a bona fide agent of Canlab because he had signed the letter and had obtained the results that we had asked for in our letter.

There is a conflict in the testimony of witnesses called by the appellant Canlab as to what authority Cook had, if any, to expedite payments to Engelhard so as to purchase the platinum on a net cash basis as delivered. Mr. Hall, the President of Canlab, stated in evidence:

- Q. My instructions from Engelhard are that immediately after the receipt of this letter by them that any sales made by Engelhard to Canlab following were in fact paid on a cash basis rather than on the 30 day basis. Now how do you explain that?
- A. Well, it is my understanding that Mr. Cook persuaded the accounts payable department that they should pay those invoices promptly.
- Q. How would he persuade, Mr. Hall?
- A. I don't know. I just don't know how he did that.
- Q. Ordinarily the ability of a debtor to be able to not to pay a bill in 30 days is of importance to him, and I suggest to you that the 30 day period traditionally granted to you by your suppliers was of importance to your business?
- A. That is correct.
- Q. And therefore at what level would Mr. Cook have to have made his intervention?
- A. I am not sure at what level he made his intervention.

Ce témoignage est corroboré par la déposition de Scott, le président d'Engelhard:

- [TRADUCTION] R. M. McCullough est venu à mon bureau, m'a fait part des faits et montré une copie d'un projet de lettre qu'il voulait envoyer à Canlab; je l'ai approuvé et il a envoyé la lettre à Canlab.
- Q. Avez-vous vu la réponse de Canlab?
- R. Oui.
- Q. La promesse contenue dans la lettre a-t-elle été respectée, c'est-à-dire avez-vous fonctionné sur la base comptant net?
- R. Oui, immédiatement.
- Q. Quelle fut votre réaction en constatant cet échange de correspondance et cette nouvelle façon de procéder, c.-à-d., le paiement comptant?
- R. Cela a renforcé mon impression que M. Cook était véritablement un mandataire de Canlab puisqu'il avait signé la lettre et obtenu les résultats voulus.

Les dépositions des témoins cités par l'appelante Canlab se contredisent au sujet du pouvoir de Cook d'accélérer les paiements à Engelhard pour être en mesure d'acheter le platine sur une base comptant net. M. Hall, le président de Canlab, a déclaré:

- [TRADUCTION] Q. Engelhard me dit qu'immédiatement après la réception de cette lettre, toutes les ventes conclues avec Canlab ont été faites sur la base comptant net au lieu d'être payables dans les 30 jours. Pouvez-vous m'expliquer ça?
- R. Bien, M. Cook semble avoir persuadé le service des comptes à payer de régler ces factures avec diligence.
- Q. Comment a-t-il pu y arriver, M. Hall?
- R. Je ne sais pas. Je ne sais vraiment pas comment il y est arrivé.
- Q. Habituellement, un débiteur considère important de ne pas être tenu de payer une facture avant l'expiration de 30 jours et il me semble que ce délai de 30 jours que vous accordaient traditionnellement vos fournisseurs était important pour votre commerce?
- R. Oui.
- Q. Donc, à quel niveau M. Cook a-t-il dû intervenir?
- R. Je ne sais pas exactement.

Q. Surely he would have to come either to Mr. Fabian or to Mr. Ferguson, would he not?

A. If he were bringing legitimate persuasion to bear that would have been the—would have been the appropriate action, yes.

Q. What do you mean by “legitimate persuasion”?

A. If he were taking action as a result of legitimate negotiations with Engelhard, that correspondence had been legitimate correspondence, then it would have been appropriate for him to take it up with either Mr. Ferguson or Mr. Fabian.

Q. Do you know whether or not Mr. Cook went to either of those gentlemen, Ferguson or Fabian, and handed them the exchange of correspondence?

A. To the best of my knowledge, he did not.

Mr. Birk, mentioned above, testified that Cook had the authority to make these arrangements. His evidence is as follows:

Q. Who would he have to go to to make the arrangement?

A. Cook was a senior clerk, and I believe he was in a position he could make the arrangements and we would accept them.

Q. In other words, he had the authority to make the arrangements, and having made the arrangements your department would accept them?

A. Yes. That wasn't unusual. There are many suppliers that operate on a net cash basis.

Q. I suppose everybody would like to if you are a shipper of goods. From your point of view, you would rather have it on a 30 day basis?

A. That is true, but if you need the product you have to pay it on that basis.

Q. You think Mr. Cook was able to make those arrangements to have these cheques or the bills paid on a net cash basis and didn't have to go to you or go to Mr. Ferguson or Mr. Fabian or anybody?

A. I think that is true.

Thus, as a result of McCullough's call to Snook, and McCullough's consequential call to Cook, which was in turn followed by a letter written by McCullough on the direction of Cook to Ferguson and Birk of the Canlab staff, the complaint by Engelhard of late payment by Canlab was answered by the immediate payment by Canlab to Engelhard for platinum picked up by Cook. The

Q. Il a certainement dû passer par M. Fabian ou M. Ferguson n'est-ce pas?

R. S'il a procédé par les voies normales, oui.

Q. Qu'entendez-vous par «voies normales»?

R. S'il donnait suite à des négociations normales avec Engelhard, il s'agissait d'une correspondance normale et il était donc normal qu'il s'adresse à M. Ferguson ou à M. Fabian.

Q. Savez-vous si M. Cook a communiqué avec l'un de ces messieurs, Fabian ou Ferguson, et leur a remis la correspondance échangée?

R. Autant que je sache, non.

Pour sa part M. Birk a déclaré que Cook avait le pouvoir de prendre ces arrangements. Voici un extrait de son témoignage:

[TRADUCTION] Q. A qui devait-il s'adresser pour faire cet arrangement?

R. Cook était commis principal et je pense qu'il avait le pouvoir de faire les arrangements et nous les approuvions.

Q. Autrement dit, il avait le pouvoir de faire les arrangements et, cela étant fait, vous les approuviez?

R. Oui, ce n'était pas exceptionnel. Plusieurs fournisseurs fonctionnent sur la base comptant net.

Q. Je présume que tous les fournisseurs préféreraient fonctionner de la sorte. De votre point de vue, n'était-il pas préférable de fonctionner sur la base payable dans les 30 jours?

R. Oui, mais lorsque vous avez besoin de la marchandise, vous devez vous plier à cette exigence.

Q. A votre avis, M. Cook était autorisé à faire des arrangements en vue d'obtenir les chèques ou de payer les factures sur une base comptant net sans passer par vous ni M. Ferguson ni M. Fabian ni qui que ce soit?

R. Je crois que c'est vrai.

Donc, le résultat de l'appel de McCullough à Snook et de son appel à Cook en conséquence suivi de la lettre de McCullough adressée, suivant les conseils de Cook, à Ferguson et Birk de Canlab, a été qu'en réponse aux récriminations d'Engelhard au sujet des paiements différés de Canlab, Canlab a adopté la pratique de payer immédiatement Engelhard pour le platine reçu par Cook. Du point

situation whereby Engelhard was financing Canlab on the purchase of the platinum for a thirty- to sixty-day period was, from Engelhard's point of view, corrected.

It therefore comes down to this. Did Snook occupy such a position in the organization of Canlab so that notice by Engelhard through McCullough was notice to Canlab through Snook as to the fact of the Giles transaction and so as to effectively hold out Cook as having the authority to deal with Engelhard in the matter of expediting payment to Engelhard for the platinum purchases so as to relieve Engelhard of the burden of financing Canlab's customer, Giles, as well as Canlab itself in the Engelhard to Canlab to Giles to Engelhard platinum circuit. As was said by Pearson L.J. in *Freeman and Lockyer (a firm) v. Buckhurst Park Properties (Mangal), Ltd. and Another*⁸, at p. 641:

The identification of the persons whose knowledge and acquiescence constitute knowledge and acquiescence by the company depends on the facts of the particular case.

Here we have a supplier of raw material, Engelhard, seeking to rectify a lag in payment by its customer Canlab. The supplier sought out the purchasing agent of its customer. The purchasing agent, on hearing the situation described, heard at least enough to know that purchases by Canlab were being made by Cook, a Canlab employee in the internal sales department. The purchasing agent told its supplier, Engelhard, to discuss the payment problem with Cook. Engelhard did so. The situation about which Engelhard had complained was rectified immediately. This is in 1966, three years before Canlab detected the fraud of Cook.

The manner in which a company can extend actual and apparent authority to an employee so as to be bound by the representations and actions of that employee is discussed by Diplock L.J. in the *Freeman* case, *supra*, at pp. 644-6:

The representation which creates "apparent" authority may take a variety of forms of which the commonest is representation by conduct, i.e., by permitting the agent to act in some way in the conduct of the principal's

⁸ [1964] 1 All E.R. 630.

de vue d'Engelhard, la situation était corrigée c.-à-d. qu'elle ne pouvait plus se plaindre de financer Canlab pour l'achat de platine pendant une période de trente à soixante jours.

La question à trancher est donc la suivante. Snook occupait-il dans l'entreprise de Canlab un poste tel qu'un avis donné par Engelhard, par l'entremise de McCullough, était vraiment un avis reçu par Canlab, par l'entremise de Snook, au sujet de l'opération Giles de façon à donner lieu de croire que Cook était autorisé à traiter avec Engelhard pour le paiement des achats de platine, afin qu'Engelhard n'ait plus à financer Giles, le client de Canlab, et Canlab elle-même pour l'opération par laquelle le platine allait d'Engelhard à Canlab et à Giles pour revenir à Engelhard. Dans l'arrêt *Freeman and Lockyer (a firm) v. Buckhurst Park Properties (Mangal), Ltd. and Another*⁸, le lord juge Pearson a dit, à la p. 641:

[TRADUCTION] L'identification des personnes dont la connaissance d'un fait et le consentement équivalent à la connaissance et au consentement de la compagnie dépend des faits de chaque cas particulier.

En l'espèce, un fournisseur de matériaux bruts, Engelhard, tente de faire corriger le retard de sa cliente, Canlab, à effectuer ses paiements. Le fournisseur veut atteindre l'acheteur de sa cliente. Informé de cette situation, l'acheteur en apprend assez pour savoir que les achats de Canlab sont effectués par Cook, un employé de Canlab dans la division des ventes intérieures. L'acheteur suggère donc au fournisseur, Engelhard, de s'adresser à Cook, ce qui est fait. Et la situation qu'Engelhard déplore est immédiatement corrigée. Cela remonte à 1966, trois ans avant que Canlab découvre la fraude commise par Cook.

Dans l'arrêt *Freeman*, précité, le lord juge Diplock expose comment une compagnie peut donner un pouvoir exprès ou apparent à un employé de manière à être liée par ses démarches et ses actes (aux pp. 644 à 646):

[TRADUCTION] L'origine d'un pouvoir «apparent» peut prendre diverses formes dont la plus courante est le comportement, c.-à-d. lorsque le commettant permet au mandataire d'agir d'une certaine façon dans la conduite

⁸ [1964] 1 All E.R. 630.

business with other persons. By so doing the principal represents to anyone who becomes aware that the agent is so acting that the agent has authority to enter on behalf of the principal into contracts with other persons of the kind which an agent so acting in the conduct of his principal's business has normally "actual" authority to enter into.

The second characteristic of a corporation, viz., that unlike a natural person it can only make a representation through an agent, has the consequence that, in order to create an estoppel between the corporation and the contractor, the representation as to the authority of the agent which creates his "apparent" authority must be made by some person or persons who have "actual" authority from the corporation to make the representation. Such "actual" authority may be conferred by the constitution of the corporation itself, as, for example, in the case of a company, on the board of directors, or it may be conferred by those who under its constitution have the powers of management on some other person to whom the constitution permits them to delegate authority to make representations of this kind. It follows that, where the agent on whose "apparent" authority the contractor relies has no "actual" authority from the corporation to enter into a particular kind of contract with the contractor on behalf of the corporation, the contractor cannot rely on the agent's own representation as to his actual authority. He can rely only on a representation by a person or persons who have actual authority to manage or conduct that part of the business of the corporation to which the contract relates. The commonest form of representation by a principal creating an "apparent" authority of an agent is by conduct, viz., by permitting the agent to act in the management or conduct of the principal's business.

If the foregoing analysis of the relevant law is correct, it can be summarised by stating four conditions which must be fulfilled to entitle a contractor to enforce against a company a contract entered into on behalf of the company by an agent who had no actual authority to do so. It must be shown: (a) that a representation that the agent had authority to enter on behalf of the company into a contract of the kind sought to be enforced was made to the contractor, (b) *that such representation was made by a person or persons who had "actual" authority to manage the business of the company either generally or in respect of those matters to which the contract relates*; (c) that he (the contractor) was induced by such representation to enter into the con-

de ses affaires vis-à-vis d'autres personnes. Ce faisant, le commettant donne à entendre à celui qui constate cette façon d'agir du mandataire que ce dernier a le pouvoir de passer avec d'autres personnes, au nom du commettant, des contrats qui, normalement, sont passés en conformité d'un pouvoir «exprès».

La seconde caractéristique d'une compagnie, c.-à-d. que contrairement à une personne physique, elle ne peut agir que par l'intermédiaire d'un mandataire, a comme conséquence que pour créer une fin de non-recevoir entre la compagnie et le cocontractant, le pouvoir «apparent» doit provenir d'une ou de plusieurs personnes qui possèdent un pouvoir «exprès» de la compagnie. Ce pouvoir «exprès» peut être conféré au conseil d'administration par l'acte constitutif lui-même, ou conféré par ceux qui, en vertu de cet acte constitutif, ont des pouvoirs de gestion qu'ils peuvent déléguer à certaines personnes. Il s'ensuit donc que lorsque le mandataire auquel se fie le cocontractant n'a qu'un pouvoir «apparent» et n'a pas reçu de la compagnie le pouvoir «exprès» de conclure au nom de la compagnie un contrat avec le cocontractant, ce dernier ne peut se fier aux déclarations du mandataire sur le caractère explicite de son pouvoir. Il ne peut se fier qu'à celles de personnes qui possèdent le pouvoir exprès de gérer ou d'administrer le secteur des affaires de la compagnie auquel a trait le contrat. L'origine la plus courante du pouvoir «apparent» d'un mandataire résulte du comportement, c.-à-d. lorsque le commettant permet au mandataire de s'occuper de la gestion ou de la conduite de ses affaires.

Si l'analyse précédente des règles de droit pertinentes est exacte, on peut dire que quatre conditions doivent être remplies pour qu'un cocontractant puisse obliger une compagnie à exécuter le contrat conclu en son nom par un mandataire qui ne possédait pas de pouvoir exprès à cette fin. On doit prouver a) qu'on a donné à entendre au cocontractant que le mandataire avait le pouvoir de conclure, au nom de la compagnie, le type de contrat dont il demande l'exécution; b) *que cela vient d'une ou de personnes possédant le pouvoir «exprès» de gérer les affaires de la compagnie, soit de façon générale, soit de façon se rapportant spécifiquement aux questions dont relève le contrat*; c) qu'il (le cocontractant) a été amené, par cela, à conclure le contrat, c.-à-d. qu'il s'y est fié; et

tract, i.e., that he in fact relied on it; and (d) ... (not relevant in these proceedings) (emphasis added)

Modern commerce at practically all levels and sectors operates through the corporate vehicle. That vehicle itself, by conglomerate grouping and divisionalization, has become increasingly complex. Persons, including corporate persons, dealing with a corporation must for practical reasons be able to deal in the ordinary course of trade with the personnel of that corporation secure in the knowledge that the law will match these practicalities with binding consequences. The law has long so provided. Both corporate sides to a contractual transaction must be able to make secure arrangements at the lowest level at which adequate business controls can operate. It is in the interest of both corporate and natural persons engaged in business that this be so. One alternative would be to retain corporate trading authority in the inner core of management; another would be to conduct the daily business of the undertaking on a committee basis. Neither law nor commerce has apparently found a practical alternative to the delegation of the corporate authority to agents, its employees. In undertakings of all but the smallest proportions, division of authority according to function is as necessary as it is commonplace. The day of the proprietor and the one man operation has, for better or for worse, long departed from the main stage of business, and the corporate vehicle with attendant business structures has taken over much of the commerce of the country. The law has altered old rules and developed new ones to facilitate the conduct of trade on this larger scale. Obviously some employee must be placed in charge of buying, another of selling, another of financing, and another in charge of accounting, and so on, and each must have the authority necessary to deal responsibly with his counterpart in other trading and governmental organizations.

In this transaction, a senior employee in the sales sector of Engelhard seeks out the purchasing agent of his customer Canlab. The purchasing agent says he is not familiar with the particular

d) ... (non pertinent en l'espèce). (C'est moi qui souligne)

De nos jours, l'activité commerciale s'exerce pratiquement à tous les niveaux et dans tous les secteurs par l'intermédiaire d'une compagnie. Cet outil, à la suite de maints regroupements et classifications, est devenu de plus en plus complexe. Quiconque, y compris les personnes morales, traite avec une compagnie—c.-à-d., en pratique, avec ses employés—doit être capable d'agir en toute confiance en sachant que le droit assortit ces contingences pratiques de conséquences obligatoires. Et c'est le cas depuis longtemps. Les deux compagnies contractantes doivent être en mesure de faire des arrangements valables au plus bas niveau auquel les contrôles de gestion s'exercent. Il en est ainsi dans l'intérêt des personnes morales et physiques engagées dans l'exploitation d'une entreprise commerciale. Une des possibilités serait d'autoriser uniquement les personnes intimement liées à la gestion même de l'entreprise à passer des contrats en son nom; on pourrait également administrer les affaires courantes de l'entreprise en fonctionnant sur la base de comités. En réalité, ni le droit ni le milieu des affaires ne semblent avoir trouvé un autre moyen pratique que la délégation des pouvoirs de la compagnie à ses mandataires, ses employés. Dans toutes les entreprises à l'exception peut-être des plus petites, la répartition des pouvoirs en fonction des postes est à la fois nécessaire et courante. L'époque du propriétaire unique est, pour le meilleur ou pour le pire, révolue et c'est la compagnie, avec ses structures commerciales, qui occupe le terrain de l'activité commerciale au pays. Le droit a remplacé ses anciennes règles par de nouvelles afin de faciliter les opérations à cette échelle beaucoup plus vaste. Il est manifeste qu'un employé doit se charger des achats, un autre des ventes, un autre du financement et un autre de la comptabilité, et ainsi de suite, et que chacun doit posséder le pouvoir nécessaire pour traiter de façon responsable avec son homologue et les organismes gouvernementaux.

En l'espèce, un cadre supérieur dans la division des ventes d'Engelhard veut s'adresser à l'acheteur de son client, Canlab. L'acheteur lui indique qu'il n'est pas au courant des achats en question et le

purchases made by Canlab from Engelhard and so he refers him to an employee who is dealing with these matters, namely Cook. The President of Cook's employer, Canlab, is not sure of Cook's actual and real authority to revise the timetable for payment for these purchases but another employee in the accounting division of Canlab testified that Cook had such authority. So far as Engelhard, the customer, is concerned Cook was in the position or had the authority necessary to bring about the desired results by apparently making the necessary arrangements through appropriate Canlab officials, and then reporting his success by letter to Engelhard. Thereafter, as I have said, payments were on the expedited basis as requested. In these intercorporate dealings in 1966 Engelhard apprised the purchasing agent of at least part of the Giles affair. Engelhard responded to the request of Cook, the employee to whom Canlab's purchasing agent referred Engelhard, by setting out the entire story in a letter to the comptroller of Canlab. That this letter was somehow intercepted and stolen by Cook cannot be held against the position of Engelhard. The law does not put such a high standard of duty on a customer dealing with a corporation and the practices of modern commerce make it most unwise to do so now. It is convenient to note the summary of this principle in *Palmer's Company Law*, 22nd ed., 1976, vol. I, at p.-291:

According to this rule, while persons dealing with a company are assumed to have read the public documents of the company and to have ascertained that the proposed transaction is not inconsistent therewith, they are not required to do more; they need not inquire into the regularity of the internal proceedings—what Lord Hatherley called “the indoor management”—and may assume that all is being done regularly (*omnia praesumuntur rite ac solemniter esse acta*).

This rule, which is based on a general presumption of law, is eminently practical, for business could not be carried on if a person dealing with the apparent agents of a company was compelled to call for evidence that all internal regulations had been duly observed.

Thus, despite the fact that Cook, in the course of dealing with McCullough following Snook's

réfère à un employé directement concerné, en l'occurrence Cook. Le président de Canlab, l'employeur de Cook, ne connaît pas au juste la portée réelle et véritable du pouvoir de Cook de réviser l'échéancier des paiements relatifs à ces achats, mais un autre employé de la division de la comptabilité de Canlab maintient, dans son témoignage, que Cook possédait ce pouvoir. Pour ce qui est d'Engelhard, la cliente, Cook était en mesure ou avait le pouvoir d'obtenir les résultats voulus en prenant, en apparence, les arrangements nécessaires avec les dirigeants responsables de Canlab pour lui en faire part dans une lettre. Dès lors, comme je l'ai indiqué, les paiements ont été accélérés comme on l'avait demandé. A l'occasion de ces échanges survenus en 1966 entre les deux compagnies, Engelhard a mis l'acheteur au courant d'au moins une partie de l'affaire Giles. Engelhard a répondu à la demande de Cook, l'employé désigné par l'acheteur de Canlab, en exposant tous les faits dans une lettre adressée au contrôleur de Canlab. Le fait que cette lettre ait été interceptée ou volée par Cook ne peut jouer contre Engelhard. Le droit n'impose pas un tel devoir au client d'une compagnie et, étant donné les pratiques commerciales actuelles, il serait malavisé de l'imposer maintenant. Il convient de citer le résumé de ce principe contenu dans l'ouvrage *Palmer's Company Law*, 22^e éd., 1976, vol. I., à la p. 291:

[TRADUCTION] En vertu de cette règle, même si on présume que les personnes faisant affaire avec une compagnie ont lu les documents publics la concernant et ont vérifié si l'opération projetée n'était pas incompatible avec ces documents, elles ne sont pas obligées de faire plus; elles ne sont pas tenues de vérifier la régularité des procédures internes—ce que lord Hatherley a appelé «la gestion interne»—et elles peuvent présumer que tout se passe de façon régulière (*omnia praesumuntur rite ac solemniter esse acta*).

Cette règle, fondée sur une présomption juridique générale, est très pratique car les affaires ne seraient plus possibles si celui qui traite avec les mandataires apparents d'une compagnie était tenu d'exiger la preuve de l'observation de tous les règlements internes.

En conséquence, même si Cook a répondu à McCullough (qui l'appelait conformément à la

suggestion, disavowed personal authority to actually revise the payment timetable, but rather gave directions to McCullough as to how to present their request for such revision, nothing in the ensuing evidence, including Cook's written report to Engelhard which completed the negotiations commenced with Snook, can be interpreted as undoing any representation as to Cook's status in these matters resulting from the conversation between McCullough and Snook. Cook was said to be the person to see regarding the Engelhard complaint, Cook was approached, and by McCullough's doing as directed by Cook, the complaint was remedied. How Cook actually brought about the desired result was not to be investigated by Engelhard. This, in my view, operates as an affirmative holding out by Canlab through a responsible and appropriate representative, of Cook's status in connection with the platinum dealings, both the direct purchase by Canlab from Engelhard as well as the system for repurchase by Engelhard from Giles; and this holding out took effect in law from the aforementioned conversation which occurred on the 11th of October 1966.

As I stated at the outset, I only diverge in my disposition of this appeal from that proposed by the Chief Justice with respect to the period during which the responsibility for Engelhard sounds in damages. I therefore would limit the recovery of Canlab up to the time of the conversation with Snook in October 1966 so that the plaintiff-appellant shall recover damages in respect of the years 1964 and 1965 and until the 11th of October 1966, with a reference to the Master, Supreme Court of Ontario, should the parties be unable to agree upon the amount of such damages. I would award interest in the circumstances of this case, only from the date of judgment at trial, in the amount calculated in the above manner.

In the result, judgment at trial and in the Court of Appeal should be set aside and judgment entered in lieu thereof on the above terms with costs to the appellant in this Court and in the Courts below.

suggestion de Snook), qu'il n'avait pas le pouvoir de réviser l'échéancier des paiements mais lui a indiqué comment procéder, rien dans la preuve, y compris la lettre de Cook à Engelhard, suite aux négociations entamées avec Snook, ne peut être interprété comme écartant ce qui découlait au sujet du statut de Cook de la conversation entre McCullough et Snook. On a suggéré à Engelhard d'adresser sa plainte à Cook, ce qu'elle fit; McCullough a suivi les conseils de Cook et la situation a été corrigée. Engelhard n'avait pas à se demander comment Cook s'y était pris. A mon avis, cela correspond à une affirmation de la part de Canlab, par l'entremise d'un représentant responsable et qualifié, du statut de Cook relativement aux opérations concernant le platine, cela s'entendant à la fois de l'achat direct par Canlab à Engelhard et du système de rachat par Engelhard à Giles; cette approbation a pris juridiquement effet lors de la conversation téléphonique susmentionnée du 11 octobre 1966.

Comme je l'ai dit au début, je suis d'accord avec la conclusion du Juge en chef sauf en ce qui concerne la période pour laquelle Engelhard est responsable de dommages-intérêts. Je suis donc d'avis d'accorder à Canlab les dommages-intérêts subis avant la date de la conversation avec Snook en octobre 1966 et, en conséquence, de ne lui permettre de recouvrer que les dommages-intérêts pour les années 1964 et 1965 jusqu'au 11 octobre 1966, dont le montant sera fixé par le master de la Cour suprême de l'Ontario si les parties ne peuvent arriver à une entente. Étant donné les circonstances de cette affaire, je suis d'avis de n'accorder des intérêts que depuis la date du jugement de première instance, pour le montant résultant du calcul indiqué ci-dessus.

En conséquence, je suis d'avis d'infirmier le jugement rendu en première instance et l'arrêt de la Cour d'appel et de les remplacer par un jugement dans les termes ci-dessus énoncés, avec dépens en faveur de l'appelante en cette Cour et dans les tribunaux d'instance inférieure.

Appeal allowed with costs, LASKIN C.J. and SPENCE and DICKSON J.J. dissenting.

Solicitors for the appellant: Fitzpatrick, O'Donnell & Poss, Toronto.

Solicitors for the respondent: Fraser & Beatty, Toronto.

Pourvoi accueilli avec dépens, le juge en chef LASKIN et les juges SPENCE et DICKSON étant dissidents.

Procureurs de l'appelante: Fitzpatrick, O'Donnell & Poss, Toronto.

Procureurs de l'intimée: Fraser & Beatty, Toronto.